

**PORTRAIT DES RESSOURCES ŒUVRANT
POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
DANS LANAUDIÈRE**

**Céline Poissant et Louise Lemire
Service de surveillance, recherche et évaluation
Direction de santé publique et d'évaluation
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière**

Septembre 2003

Réalisation de l'étude, analyse et rédaction : Céline Poissant, Louise Lemire

Réalisation des entrevues téléphoniques : Mélanie Renaud, Geneviève Marquis,
Christine Garand et Maryse Granger

Saisie des données : Marie-Josée Charbonneau

Mise en page : Marie-Josée Charbonneau, Jacinthe Bélisle,
Josée Charron et Sylve Harvey

Réalisation des Figures : Mélanie Renaud

On peut se procurer une copie de ce document en communiquant avec la :

Direction de santé publique et d'évaluation
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière
1000, boul. Sainte-Anne, aile 5-C
Saint-Charles-Borromée (Québec) J6E 6J2
(450) 759-1157, poste 4268
Télécopieur : (450) 759-5149

Pour toute information supplémentaire relative à ce document, vous pouvez communiquer avec :
Céline Poissant, agente de recherche sociosanitaire, au (450) 759-1157, poste 4269

Le genre masculin employé dans le texte sert à identifier aussi bien les femmes que les hommes. Il permet à la fois d'alléger le texte et de renforcer l'anonymat des informateurs et informatrices à la source des données.

Numéro de Santécom : 14-2003-026

Dépôt légal :
ISBN : 2-89475-169-9
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 2003

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes ainsi que de nombreuses organisations ont contribué à la réalisation de ce document et il convient de souligner cette nécessaire collaboration en leur adressant des remerciements spécifiques.

En premier lieu, il faut remercier les organisations qui ont fourni les listes de ressources ayant servi de base de données pour le sondage téléphonique, soit l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière, Centraide, et le CLSC de Joliette en la personne de Bernard Malo, organisateur communautaire ayant permis l'accès au Bottin 24/7 d'Info-Santé CLSC et fourni son assistance dans l'utilisation de ce logiciel. Des remerciements doivent aussi être adressés aux autres organisateurs communautaires de CLSC qui ont validé et bonifié les listes de ressources constituées au départ, soit Robert Lagrange du CLSC Lamater, Yvon Desrochers du CLSC Meilleur, Julie Thériault du CLSC Montcalm, Mario Gagnon du Carrefour des ressources communautaires de Matawinie et Luc Winter du CLSC D'Autray.

En second lieu, il importe de souligner la participation des personnes qui ont aidé l'agente de recherche Céline Poissant dans l'élaboration de la grille de collecte des données. Mentionnons d'abord les membres du comité interne de la Direction de santé publique et d'évaluation (DSPÉ) de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Lanaudière en lien avec la sécurité alimentaire : Claude Bégin, Monique Ducharme, Louise Lemire, Ginette Lampron, Lise Ouellet et Germain Tremblay. Ont également contribué à la bonification de cet outil les membres du comité consultatif régional du Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire : Isabelle Champagne de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, Lucie Couture de la Commission scolaire des Affluents, Pierre Desrochers du bureau régional du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Chantal Lalonde du Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, puis Chantal Sullivan et Joseph Tyan de la Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL), en plus de Monique Ducharme et Céline Poissant de la DSPÉ.

D'un point de vue plus technique, l'apport professionnel de membres du personnel de la DSPÉ a permis de garantir la qualité du document produit. Christine Garand, Geneviève Marquis, Mélanie Renaud et Maryse Granger ont réalisé avec toute la rigueur possible les entrevues téléphoniques. Mélanie Renaud a conçu minutieusement des graphiques permettant d'illustrer des données statistiques parfois arides. Marie-Josée Charbonneau, Jacinthe Bélisle et Maryse Granger ont peaufiné la mise en page du document.

Enfin, grâce à de judicieux commentaires, un comité de lecture diversifié a permis d'apporter les dernières corrections à ce portrait. De la DSPÉ, y ont participé : Claude Bégin, Élisabeth Cadieux, Christine Garand, André Guillemette, Bernard-Simon Leclerc, Louise Lemire, Lise Ouellet, Céline Poissant et Mélanie Renaud. Des suggestions fort pertinentes sont également parvenues des membres du comité consultatif régional précédemment mentionnés, auxquels s'est ajoutée Johanne McMillan du CRD Lanaudière (en remplacement de Chantal Lalonde).

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xi
INTRODUCTION	1
1. L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETÉ DANS LANAUDIÈRE : UN ÉTAT DE SITUATION	3
1.1 L'évolution de la pauvreté dans Lanaudière	6
1.2 L'évolution de l'extrême pauvreté dans Lanaudière	9
1.3 L'extrême pauvreté selon le groupe d'âge dans Lanaudière	11
1.4 L'évolution du taux de prestataires de l'assistance-emploi	13
1.5 Conclusion	14
2. PORTRAIT GLOBAL DES RESSOURCES LANAUDOISES ŒUVRANT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	17
2.1 Définitions	19
2.2 Méthodologie	23
2.3 Résultats	24
2.4 Conclusion	31
3. RÉPERTOIRE DES RESSOURCES PAR MRC.....	33
MRC de D'Autray	37
MRC de Joliette	53
MRC de L'Assomption.....	73
MRC de Matawinie.....	85
MRC de Montcalm	107
MRC des Moulins.....	127
BIBLIOGRAPHIE	139
ANNEXES.....	141

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Population vivant sous le seuil de faible revenu, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)	7
Figure 2	Population vivant sous le seuil de faible revenu selon le territoire de CLSC, Lanaudière, 1991 et 1996 (en %)	7
Figure 3	Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu entre 1991 et 1996 selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec (en %)	8
Figure 4	Population considérée comme très pauvre (moins de 50 % du seuil de faible revenu), Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %).....	9
Figure 5	Population considérée comme très pauvre (moins de 50 % du seuil de faible revenu) selon le territoire de CLSC, Lanaudière, 1991 et 1996 (en %)	10
Figure 6	Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu) entre 1991 et 1996 selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec (en %)	11
Figure 7	Enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans considérés comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu), Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)	12
Figure 8	Enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans considérés comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu) selon le territoire de CLSC, Lanaudière, 1991 et 1996 (en %)	13
Figure 9	Taux de prestataires de l'assistance-emploi, Lanaudière et le Québec (mises à jour de juin), 1997 à 2003 (en %)	14
Figure 10	Le continuum des objectifs et des activités en lien avec l'amélioration de la sécurité alimentaire	21

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu entre 1991 et 1996 selon le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec (en %)	143
Tableau 2	Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu) entre 1991 et 1996 selon le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec (en %)	144
Tableau 3	Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)	145
Tableau 4	Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de pauvreté) selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)	146
Tableau 5	Population totale selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)	147
Tableau 6	Population âgée de moins de 18 ans selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)	148
Tableau 7	Population âgée de 18 à 34 ans selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)	149
Tableau 8	Population âgée de 35 à 64 ans selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)	150
Tableau 9	Population âgée de 65 ans et plus selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)	151
Tableau 10	Taux des prestataires de l'assistance-emploi, Lanaudière et le Québec, mars, selon la mise à jour de juin, 1997 à 2003 (en %)	152
Tableau 11	Nombre et taux de prestataires de l'assistance-emploi selon le territoire de CLSC, Lanaudière, périodes d'aide de mars 1997 à mars 2003 (mises à jour de juin)	153
Tableau 12	Les types d'organismes répertoriés	154
Tableau 13	Les autres mandats des organismes (autre la sécurité alimentaire), pour l'ensemble des ressources répertoriées	155
Tableau 14	Les types d'activités réalisées pour améliorer la sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire	156
Tableau 15	Les types activités réalisées pour améliorer la sécurité alimentaire par les ressources du secteur scolaire	157
Tableau 16	Les activités en sécurité alimentaire qui sont les principales réalisées par les ressources du secteur scolaire	158
Tableau 17	Les activités en sécurité alimentaire qui sont les seules réalisées par les ressources hors du secteur scolaire	158

Tableau 18	Les types de clientèles visées par les activités en sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire.....	158
Tableau 19	Les catégories d'âges visées par les activités en sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire qui visent des individus	159
Tableau 20	Les personnes rejointes par les activités en sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire	159
Tableau 21	Les territoires desservis par les activités en sécurité alimentaire, par les ressources hors du secteur scolaire	160
Tableau 22	Les types d'approches en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire	160
Tableau 23	Les types d'approches en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire	160
Tableau 24	Le niveau de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire	161
Tableau 25	Le niveau de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire	161
Tableau 26	Les sources de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire	162
Tableau 27	Les sources de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire	163
Tableau 28	Les partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire	164
Tableau 29	Les partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire	165
Tableau 30	Le nombre de partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire.....	165
Tableau 31	Le nombre de partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire	166
Tableau 32	La perception de l'implication dans le développement social, pour les ressources hors du secteur scolaire	166
Tableau 33	La perception de l'implication dans le développement social, pour les ressources du secteur scolaire	166
Tableau 34	La perception de l'implication dans la concertation communautaire, pour les ressources hors du secteur scolaire.....	167
Tableau 35	La perception de l'implication dans la concertation communautaire, pour les ressources du secteur scolaire	167

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACEF	Association coopérative d'économie familiale
CSST	Commission de la santé et de la sécurité du travail
DSPÉ	Direction de santé publique et d'évaluation (de la Régie régionale de la santé et des services sociaux)
MÉQ	ministère de l'Éducation du Québec
MESS	ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (du Québec)
MSSS	ministère de la Santé et des Services sociaux (du Québec)
OLO	Fondation œufs, lait, orange
RBM	Regroupement bénévole de Montcalm
RRSSS	Régie régionale de la santé et des services sociaux
SACA	Secrétariat à l'action communautaire autonome (du gouvernement québécois)
SOC	programme de Soutien aux organismes communautaires (de la Régie régionale de la santé et des services sociaux)
TROCL	Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière

INTRODUCTION

Dans cette époque où la pauvreté et l'extrême pauvreté étendent trop largement leurs tentacules de misère, aussi bien dans nos pays « développés » que dans ceux qu'on dit « en voie de développement », le concept de « sécurité alimentaire » est de plus en plus à l'ordre du jour. En fait, c'est parce qu'un nombre croissant de personnes sont confrontées à des situations d'« insécurité alimentaire ». Cela signifie qu'en raison de difficultés économiques, elles doivent limiter significativement leurs achats et leur consommation de nourriture, même s'il s'agit là d'un besoin essentiel.

Pour assurer une certaine sécurité alimentaire aux populations les plus défavorisées, diverses initiatives de soutien ont été peu à peu mises en place, notamment par des organismes communautaires, des paroisses ou des associations caritatives : dépannage, cuisines collectives, popotes roulantes, jardins communautaires, etc. Plusieurs activités de ce type ont vu le jour à travers la région de Lanaudière au cours des dernières années, pour répondre aux besoins spécifiques de populations locales. Contrairement à d'autres régions du Québec, toutefois, aucune démarche systématique n'avait encore été amorcée en vue de mieux connaître globalement les organisations œuvrant dans ce domaine, dans la perspective d'organiser une concertation régionale.

Le présent document est le résultat d'une enquête ayant consisté à tracer un premier portrait d'ensemble des ressources lanaudoises fournissant une forme ou une autre d'aide alimentaire aux populations de la région. Il a été réalisé dans le cadre du *Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire* du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du Québec.

Le premier chapitre de ce document fait office de mise en contexte générale. Il est consacré à un état de situation de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, telles que ces problématiques se présentent dans Lanaudière. Il s'agit d'une brève analyse statistique réalisée à partir des principales données disponibles. Le deuxième chapitre constitue le cœur du document. Après un effort de définition des principaux concepts de sécurité et d'aide alimentaire et un rappel de la méthodologie employée, on y présente les résultats du principal volet de la démarche. Il s'agit du portrait global des ressources qui ont pu être retracées lors de l'étude réalisée dans la région en janvier 2003. Enfin, le troisième chapitre prend la forme d'un répertoire, par MRC, de ces diverses ressources. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un inventaire exhaustif de toutes les ressources Lanaudoises susceptibles de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, cette dernière partie, plus volumineuse, pourrait devenir un outil pratique intéressant pour divers intervenants de la région concernée par cette problématique.

CHAPITRE 1

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETÉ DANS LANAUDIÈRE : UN ÉTAT DE SITUATION

1. L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETÉ DANS LANAUDIÈRE : UN ÉTAT DE SITUATION

Les données de l'*Enquête de santé dans les collectivités canadiennes 2000-2001* montrent que dans Lanaudière plus d'une personne âgée de 12 ans et plus sur sept vivant dans les ménages privés (13,5 %) a vécu une situation d'insécurité alimentaire¹ au cours des douze mois ayant précédé l'enquête comparativement à 13,7 % au Québec (Statistique Canada, 2003). Dans Lanaudière, ce pourcentage représenterait en 2003 près de 47 000 Lanaudois sur un total de 348 130 personnes âgées de 12 ans et plus (Marquis et Cadieux, 2000).

Toujours selon les résultats de cette enquête, plus d'une personne de 12 ans et plus sur neuf (10,9 %) déclarait avoir manifesté souvent ou parfois de l'inquiétude de ne pas avoir suffisamment de nourriture (11,2 % au Québec) et une personne sur dix-sept (5,8 %) n'en avait pas eu suffisamment (7,3 % au Québec), et ce, fréquemment ou occasionnellement au cours des douze mois précédant cette enquête. De plus, dans Lanaudière 9,3 % de la population (9,8 % au Québec) du même âge n'avait pas mangé des aliments de la qualité ou de la variété désirées (Statistique Canada, 2003).

Ces résultats illustrent que le phénomène de l'insécurité alimentaire pourrait être étroitement associé à la pauvreté (et surtout à l'extrême pauvreté) ou aux conditions socioéconomiques très difficiles dans lesquelles vit une portion importante de la population lanaudoise. Les données les plus récentes publiées par le Conseil canadien de développement social viennent d'ailleurs confirmer que l'écart entre les familles les plus riches et les plus pauvres s'est accru considérablement. En effet, entre 1984 et 1999, la richesse moyenne des familles les plus fortunées a augmenté de 43 % alors que, pour les familles se situant en bas de l'échelle de revenus, celle-ci a chuté de 51 % (CCDS, 2002). Ce même rapport établit qu'en mars 2002, 300 000 enfants et adolescents canadiens âgés de moins de 18 ans ont eu recours à des aliments distribués dans les banques alimentaires parce que leurs familles faisaient face à l'insécurité alimentaire, n'avaient pas assez d'argent pour acheter suffisamment de nourriture ou le type d'aliments appropriés (CCDS, 2002).

Pour toutes ces raisons, il s'avère important de connaître dans Lanaudière l'évolution de la situation des personnes vivant sous le seuil de faible revenu² entre les deux recensements canadiens, soient

¹ Pour les fins de l'enquête en question, le concept d'« insécurité alimentaire » était basé sur des critères précis. Les personnes affectées par l'insécurité alimentaire devaient avoir vécu les situations suivantes au cours des douze mois ayant précédé l'enquête : elles avaient manifesté souvent ou parfois de l'inquiétude de ne pas avoir suffisamment de nourriture pour elles ou pour leur famille ; elles avaient manqué souvent ou parfois de nourriture et elles n'avaient pas mangé des aliments de la qualité ou de la variété désirée (Statistique Canada, 2003). Les données sur l'insécurité alimentaire qui proviennent de l'*Enquête de santé dans les collectivités canadiennes 2000-2001* ne sont pas comparables à celles de l'*Enquête sociale et de santé 1998* de l'Institut de la statistique du Québec (Guillemette et autres, 2001). Les variables prises en compte dans la construction de l'indicateur d'insécurité alimentaire en 1998 n'étaient pas les mêmes que celles utilisées dans l'enquête de 2000-2001.

² Le seuil de faible revenu de Statistique Canada est établi en tenant compte de la taille de la famille et de l'agglomération de résidence. Il illustre l'effort financier d'une famille pour subvenir aux besoins de première nécessité ou de la part du revenu total de la famille consacrée à la nourriture, au logement et à l'habillement. D'après les dernières données nationales sur les dépenses des familles (1992), les familles canadiennes consacraient en moyenne 34,7 % de leur revenu aux dépenses de première nécessité, auxquelles sont ajoutés arbitrairement 20 points de pourcentage. Depuis, ces seuils ont été mis à jour chaque année en fonction des changements subis par l'indice des prix à la consommation (Cadieux, 2001).

ceux de 1991 et de 1996³. Pour étayer davantage ce portrait, il sera également utile de présenter des données concernant la population lanaudoise recevant des prestations d'assistance-emploi (aide sociale) entre 1997 et 2003.

1.1 L'évolution de la pauvreté dans Lanaudière⁴

En 1996, Lanaudière comptait près de 70 000 personnes vivant sous le seuil de faible revenu, soit un pourcentage de pauvreté⁵ de 18,9 %, lequel demeure néanmoins plus faible que celui du Québec (23,4 %).

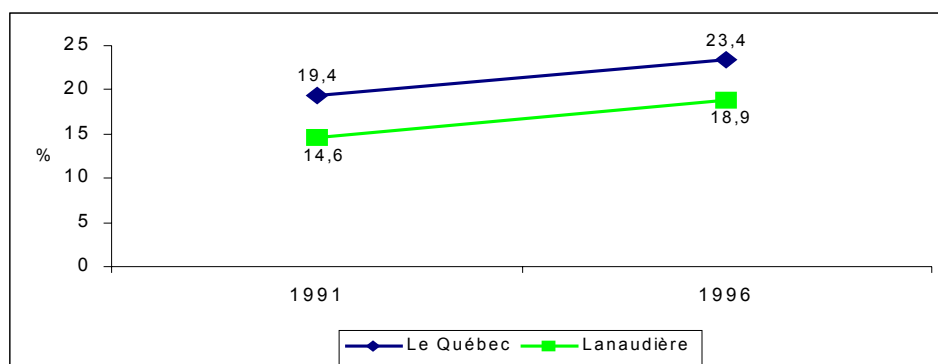
Entre 1991 et 1996, la situation régionale comme provinciale s'est considérablement détériorée. En effet, au cours de cette période, le nombre de personnes considérées comme pauvres a augmenté presque deux fois plus rapidement dans Lanaudière (44,7 %) qu'au Québec (25,0 %). La région a vu ainsi le nombre de personnes économiquement démunies passer de 47 960 à 69 400 au cours de ces cinq années. À cet effet, le pourcentage de pauvreté des Lanaudois s'est hissé, de 14,6 % qu'il était en 1991, à 18,9 % en 1996, soit une augmentation de 4,3 points de pourcentage. En comparaison, au Québec, pour la même période, le pourcentage de personnes pauvres est passé de 19,4 % à 23,4 %, soit une hausse équivalente de quatre points de pourcentage. Même si la situation semble s'être aggravée plus rapidement dans Lanaudière qu'au Québec, il reste malgré tout que les pourcentages lanaudois de personnes pauvres demeurent, pour 1991 comme pour 1996, plus faibles que ceux du Québec (Figure 1).

³ Les données des recensements canadiens de 1991 et de 1996 portant sur les personnes vivant sous le seuil de faible revenu seront analysées en profondeur dans ce document selon le territoire de CLSC et le groupe d'âge. Par contre, les mêmes données géocodées en provenance du recensement canadien de 2001 n'étaient pas disponibles au moment de la publication de ce document.

⁴ Ces données proviennent du document réalisé par Élisabeth Cadieux intitulé *Quelques indicateurs de pauvreté. Région de Lanaudière et sous-régions* et des tableaux issus du géocodage produits par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du Québec, réalisés à partir des données sur les seuils de faible revenu de 1991 et de 1996 de Statistique Canada.

⁵ Au Canada et au Québec, il n'existe pas de taux officiel de pauvreté. Dans ce cas-ci, il s'agit du **pourcentage de personnes vivant sous le seuil de faible revenu** tel que défini par Statistique Canada. On s'entend généralement pour considérer que les personnes qui sont sous le seuil de faible revenu vivent dans des conditions socioéconomiques précaires qui leur permettent difficilement d'avoir accès à des biens autres qu'essentiels (le logement, la nourriture et l'habillement), ce qui entrave leur capacité à atteindre une meilleure qualité de vie, à avoir un environnement physique de bonne qualité, à occuper un travail intéressant et utile, à jouer un rôle social valorisant, à profiter de relations sociales satisfaisantes, à avoir accès aux connaissances et à pouvoir développer leurs compétences intellectuelles et culturelles (Lemire, 2000).

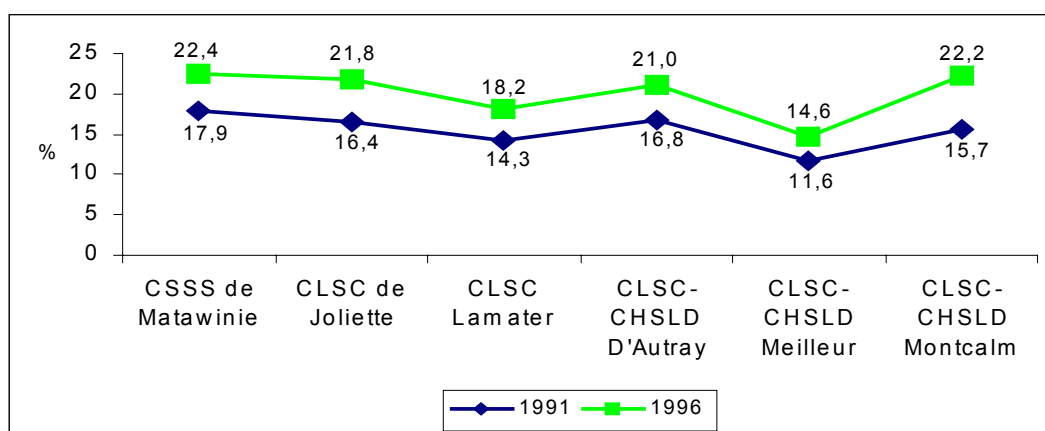
Figure 1
Population vivant sous le seuil de faible revenu,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)



Source : Cadieux, É. *Quelques indicateurs de la pauvreté. Région de Lanaudière et sous-régions. Tableaux de bord.* Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de connaissance/surveillance/recherche/évaluation, avril 2001, p. 7.

En 1996, le pourcentage de pauvreté des Lanaudois oscille entre 14,6 %, pour le territoire de CLSC le plus favorisé, et 22,4 %, pour le plus défavorisé. Il se situe ainsi à 22,4 % pour le CSSS de Matawinie, à 22,2 % pour le CLSC/CHSLD Montcalm, à 21,8 % pour le CLSC de Joliette et à 21,0 % pour le CLSC/CHSLD D'Autray. Il s'abaisse à 18,2 % pour le CLSC Lamater et à 14,6 % pour le CLSC/CHSLD Meilleur (Figure 2).

Figure 2
Population vivant sous le seuil de faible revenu
selon le territoire de CLSC, 1991 et 1996 (en %)



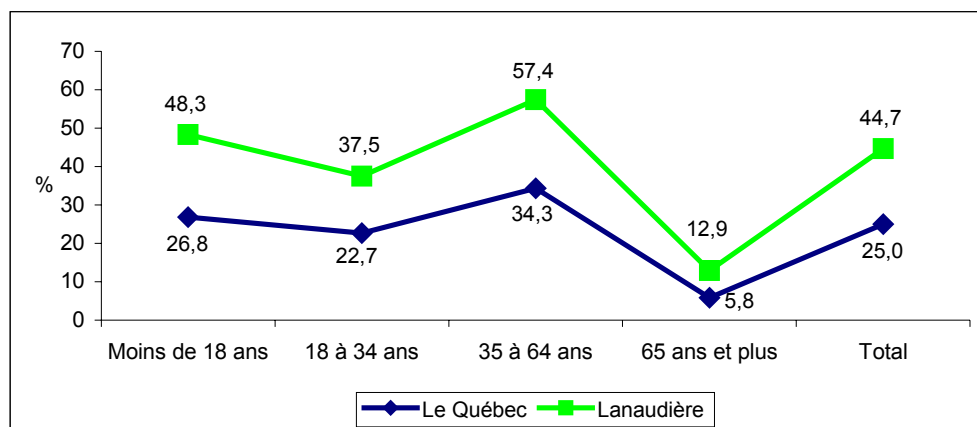
Source : Cadieux, É. *Quelques indicateurs de la pauvreté. Région de Lanaudière et sous-régions. Tableaux de bord.* Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de connaissance/surveillance/recherche/évaluation, avril 2001, p. 7.

Entre 1991 et 1996, le nombre de personnes pauvres s'est accru sur tous les territoires de CLSC de la région, parfois de façon très marquée. La plus forte augmentation du nombre de personnes démunies économiquement est enregistrée pour le territoire du CLSC Montcalm. À cet endroit, le nombre de

personnes pauvres s'est accru de 64,4 % (de 5 055 à 8 310) et la hausse la plus faible, soit de 38,3 %, est observée pour le territoire du CLSC de Joliette (de 8 055 à 11 140). La croissance du nombre de personnes démunies est de l'ordre de 45,2 % pour le territoire du CSSS de Matawinie, de 44,1 % pour celui du CLSC Lamater, de 43,1 % pour celui du CLSC D'Autray et de 41,5 % pour celui du CLSC Meilleur. Toutes ces augmentations s'avèrent nettement supérieures à celle observée à l'échelle de la province (25,0 %).

À l'instar du Québec, ce sont les adultes âgés de 35 à 64 ans qui ont connu la plus forte croissance de leur nombre de personnes pauvres (respectivement 57,4 % dans Lanaudière et 34,3 % au Québec) entre 1991 et 1996. Viennent ensuite les enfants et les adolescents âgés de moins de 18 ans. Ces derniers ont vu leur nombre de personnes appauvries économiquement s'accroître de 48,3 % dans Lanaudière et de 26,8 % au Québec. Les jeunes adultes de 18 à 34 ans ont, pour leur part, enregistré une augmentation de 37,5 % dans Lanaudière et de 22,7 % au Québec. Ce sont les personnes âgées de 65 ans et plus qui semblent avoir le moins écopé à cet égard. En effet, les augmentations correspondent aux plus basses de tous les groupes d'âge, et ce, tant dans Lanaudière (12,9 %) qu'au Québec (5,8 %). Cependant, quel que soit le groupe d'âge considéré, les augmentations demeurent nettement plus élevées dans Lanaudière qu'à l'échelle provinciale. Ce constat met en évidence la détérioration plus rapide de la situation économique de la population lanaudoise au cours de cette période comparativement à celle du Québec (Figure 3).

Figure 3
Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu entre 1991 et 1996 selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec (en %)



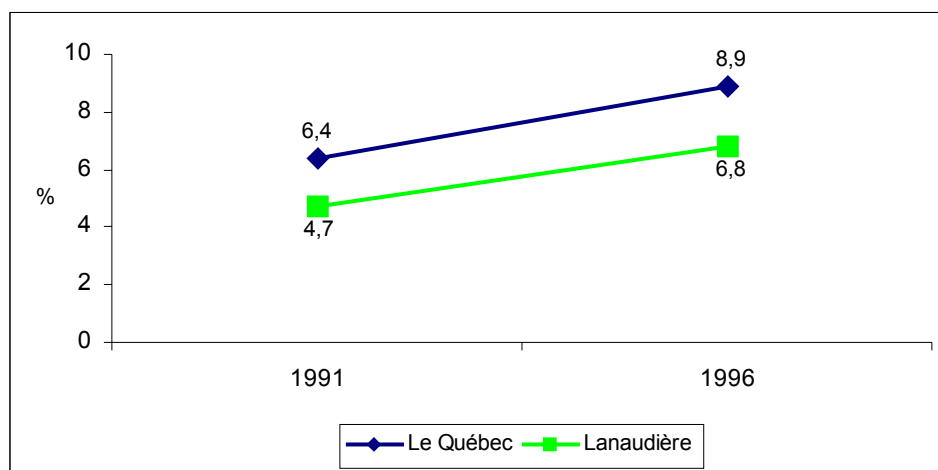
Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.

Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

1.2 L'évolution de l'extrême pauvreté⁶ dans Lanaudière

En 1996, dans Lanaudière, plus de 25 000 personnes vivaient avec un revenu inférieur à 50 % du seuil de faible revenu. Elles représentent plus du tiers (36,0 %) de toutes les personnes pauvres de la région. Ces personnes très appauvries économiquement doivent composer avec un revenu qui les rend très vulnérables à l'insécurité alimentaire et au manque de nourriture. En 1996, une personne sur quinze (6,8 %) dans Lanaudière vit dans l'extrême pauvreté comparativement à une sur onze (8,9 %) au Québec. À l'échelle régionale comme provinciale, ce pourcentage de personnes très pauvres s'est accru entre 1991 et 1996, étant passé de 4,7 % à 6,8 % dans Lanaudière et de 6,4 % à 8,9 % au Québec (Figure 4).

Figure 4
Population considérée comme très pauvre (moins de 50 % du seuil de faible revenu),
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)



Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.

Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

La croissance du nombre de personnes très pauvres a été beaucoup plus importante dans Lanaudière (62,7 %) qu'au Québec (43,0 %). En effet, ce nombre est passé, entre 1991 et 1996, de 15 370 à 25 010 à l'échelle régionale, et de 433 015 à 618 995 à l'échelle provinciale.

Tous les territoires de CLSC ont connu des augmentations, parfois très marquées, de leur nombre de personnes très pauvres entre 1991 et 1996. C'est le cas notamment du CLSC/CHSLD Montcalm qui a enregistré une hausse de 85,4 % du nombre de personnes très pauvres, celui-ci ayant grimpé de 1 580 à 2 930. C'est également le cas du CLSC de Joliette, où cette augmentation se situe à 75,5 % (de 2 285

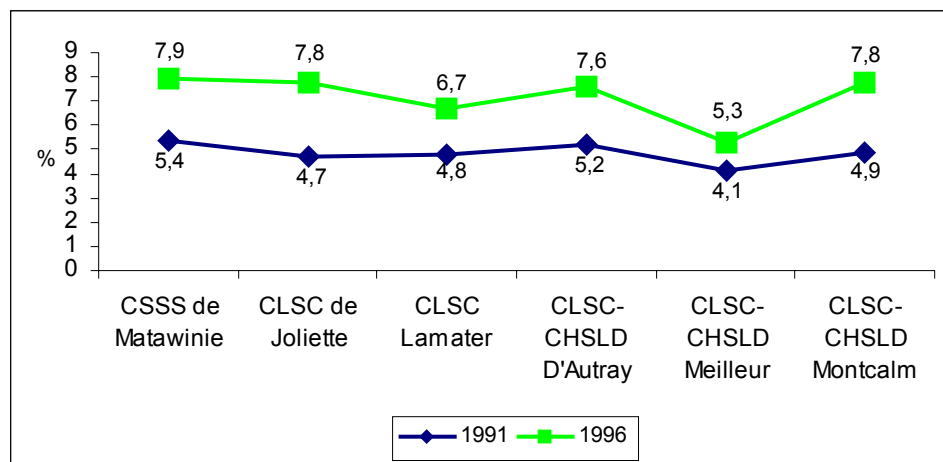
⁶ Les auteurs établissent l'extrême pauvreté ou la très grande pauvreté à des revenus compris entre moins de 50 % et moins de 60 % du seuil de faible revenu. Le seuil de moins de 50 % qui est pris en compte dans ce document est considéré par Sarlo du Fraser Institute comme un seuil de survie (Sarlo, 1996). Il semble que ce soit surtout les personnes situées dans cette tranche de revenu de l'extrême pauvreté qui s'adressent aux organismes d'aide alimentaire. En effet, entre 50 % et 55 % des demandeurs d'aide alimentaire avaient un revenu inférieur à 50 % du seuil de faible revenu à Québec en 1993-1994 (Rouffignat et autres, 2001).

à 4 010 personnes très pauvres). Viennent ensuite le CSSS de Matawinie, qui a noté une croissance du nombre de personnes très appauvries économiquement de 71,0 % (de 1 725 à 2 950), et le CLSC/CHSLD D'Autray, où l'augmentation se situe à 68,2 % (de 1 730 à 2 910 personnes très pauvres). Les territoires du CLSC Lamater et du CLSC Meilleur ont observé des hausses moins substantielles, mais non négligeables, de leur nombre de personnes très pauvres. Celles-ci se situaient respectivement à 57,9 % et à 44,4 %. Cependant, dans Lanaudière, tous les territoires de CLSC, en incluant même ceux qui restent plus favorisés économiquement, ont enregistré des augmentations de leur nombre de personnes très pauvres supérieures à celle du Québec (43,0 %).

Ce constat a entraîné une augmentation des pourcentages d'extrême pauvreté sur tous les territoires de CLSC de Lanaudière, entre 1991 et 1996. Ainsi, en 1996, les pourcentages les plus élevés sont observés pour le CSSS de Matawinie (7,9 %), le CLSC de Joliette (7,8 %), le CLSC/CHSLD Montcalm (7,8 %) et le CLSC/CHSLD D'Autray (7,6 %). D'autre part, les plus faibles proportions sont enregistrées pour le CLSC Lamater (6,7 %) et le CLSC/CHSLD Meilleur (5,3 %). Malgré tout, il faut préciser que tous ces pourcentages d'extrême pauvreté en 1996 demeurent inférieurs à celui du Québec (8,9 %) (Figure 5).

Somme toute, selon les territoires de CLSC, entre une personne sur treize (7,9 %) et une personne sur dix-neuf (5,3 %) vit dans une situation économique tellement difficile qu'elle peut être contrainte à faire appel, sur une base régulière ou occasionnelle, aux services des banques alimentaires pour s'assurer de ne pas manquer de nourriture (Figure 5).

Figure 5
Population considérée comme très pauvre (moins de 50 % du seuil de faible revenu)
selon le territoire de CLSC, Lanaudière, 1991 et 1996 (en %)

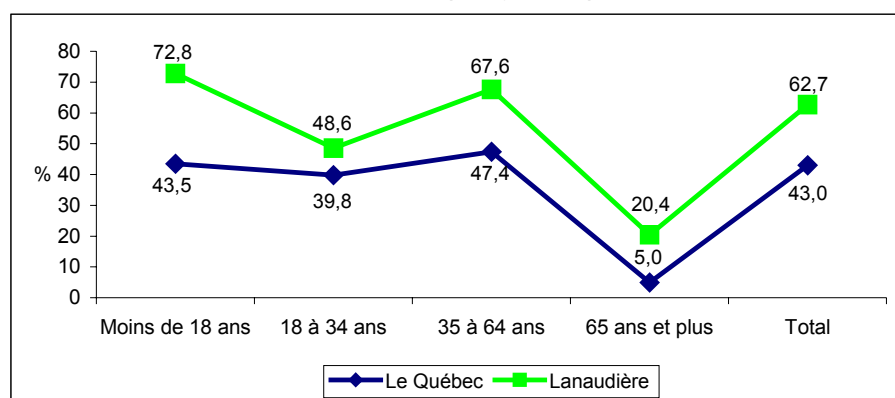


Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

1.3 L'extrême pauvreté selon le groupe d'âge dans Lanaudière

Entre 1991 et 1996, ce sont les enfants et les adolescents lanaudois âgés de moins de 18 ans qui ont connu, parmi tous les groupes d'âge, la plus forte hausse du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Celle-ci atteignait 72,8 %. Au cours de cette période, le nombre d'enfants et d'adolescents devant vivre cette situation économique a grimpé de 4 265 à 7 370. Les autres plus fortes augmentations ont touché les personnes âgées de 35 à 64 ans (67,6 %) et les jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans (48,6 %). Quel que soit le groupe d'âge considéré, la croissance du nombre de personnes très pauvres a toujours été plus substantielle dans Lanaudière qu'au Québec (Figure 6).

Figure 6
Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu) entre 1991 et 1996, selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec (en %)

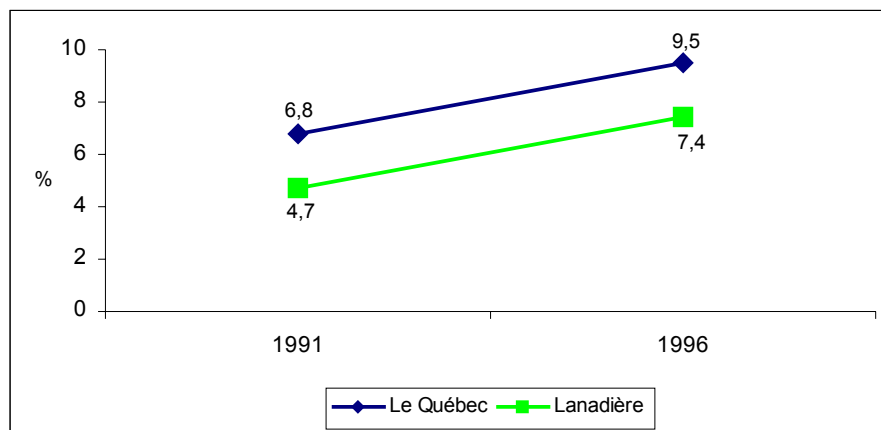


Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Ainsi, ces résultats se traduisent par un pourcentage d'extrême pauvreté qui a grimpé chez les moins de 18 ans jusqu'à 7,4 % en 1996, alors qu'il atteignait seulement 4,7 % en 1991. Il s'agit d'une hausse de 2,7 points de pourcentage. Au Québec, au cours de la même période, le pourcentage est passé de 6,8 % à 9,5 %. Même si la croissance du nombre de personnes très pauvres parmi les enfants et les adolescents âgés de moins de 18 ans a été beaucoup plus forte dans Lanaudière que dans la province, il reste que les pourcentages d'extrême pauvreté des personnes de cet âge demeurent néanmoins inférieurs, en 1991 comme en 1996, à ceux du Québec (Figure 7).

Figure 7

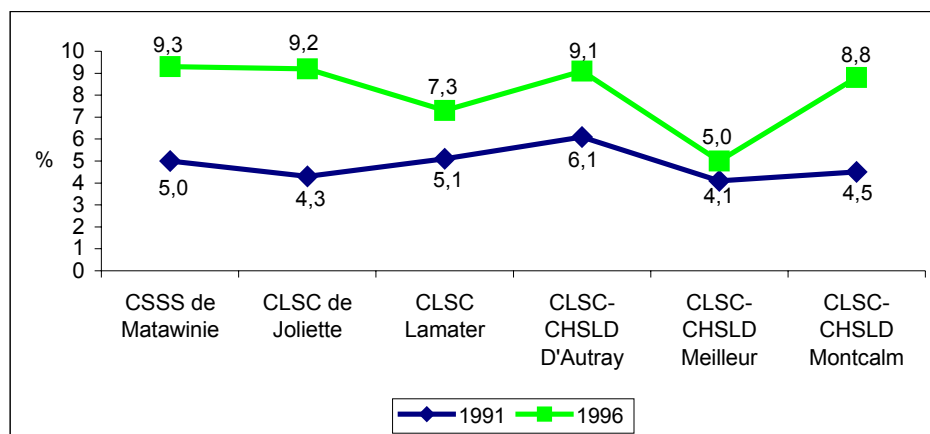
Enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans considérés comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de faible revenu), Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)



Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tous les territoires de CLSC de Lanaudière ont enregistré des augmentations de leur taux d'extrême pauvreté des enfants et des adolescents âgés de moins de 18 ans entre 1991 et 1996. Ainsi, au CLSC de Joliette, le pourcentage d'extrême pauvreté des enfants et des adolescents est passé de 4,3 % en 1991 à 9,2 % en 1996, soit une hausse de 4,9 points. Suivent, en seconde et en troisième place pour les hausses les plus accentuées, le CSSS de Matawinie, où ce pourcentage est passé de 5,0 % à 9,3 % (4,3 points de plus), et le CLSC/CHSLD Montcalm, où ce dernier, qui atteignait 4,5 % en 1991, a grimpé à 8,8 % en 1996 (4,3 points de plus). Au CLSC/CHSLD D'Autray, le pourcentage d'enfants et d'adolescents très pauvres a varié de 6,1 % en 1991 à 9,1 % en 1996, soit une augmentation de trois points de pourcentage. Ces pourcentages, qui étaient déjà plus faibles en 1991, demeurent aussi nettement plus bas dans les territoires de CLSC de la portion sud de Lanaudière. Ils se situent, en 1996, à 7,3 % pour le CLSC Lamater et à 5,0 % au CLSC/CHSLD Meilleur, alors qu'ils atteignaient respectivement 5,1 % et 4,1 % en 1991, soit des hausses de 2,2 points et de 0,9 point de pourcentage (Figure 8).

Figure 8
Enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans considérés comme très pauvres
(moins de 50 % du seuil de faible revenu)



selon le territoire de CLSC, 1991 et 1996 (en %)

Sources : Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
 Statistique Canada, Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

1.4 L'évolution du taux de prestataires de l'assistance-emploi

Les taux de prestataires d'assistance-emploi⁷, entre 1997 et 2003, traduisent toutefois une réalité différente. Le taux de personnes recevant de l'aide de dernier recours est passé dans Lanaudière de 10,6 %, en mars 1997, à 6,6 % en mars 2003, soit une diminution de quatre points de pourcentage. Au Québec, la même tendance est observée, le taux s'étant abaissé de 12,4 %, en 1997, à 8,4 % en 2003 (baisse de quatre points de pourcentage) (Figure 9).

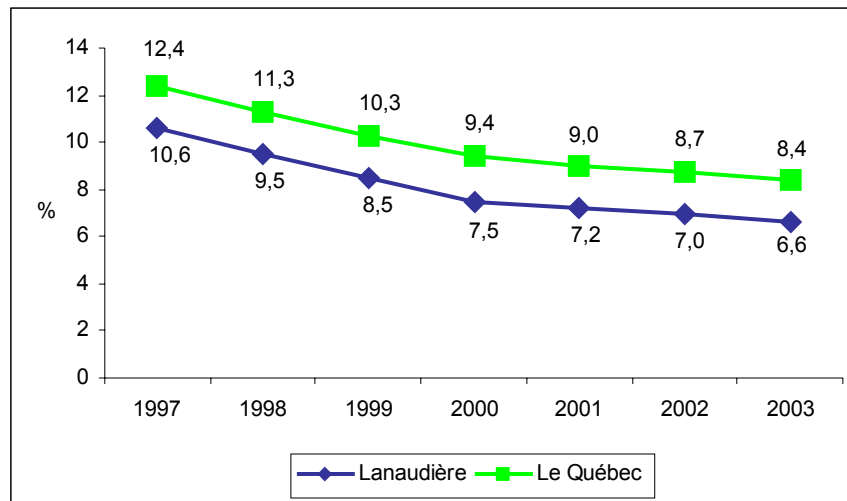
Dans Lanaudière, le nombre de prestataires de l'assistance-emploi a dégringolé de 37 065, en mars 1997 à 24 105 en mars 2003, soit près de 13 000 prestataires en moins. Il s'agit d'une baisse de 35 %. À l'échelle de la province, le nombre de personnes recevant de l'aide de dernier recours a connu une diminution de 31,4 %. Il est passé de 793 296 en 1997 à 544 229 en 2003.

Tous les territoires de CLSC lanaudois ont enregistré des baisses de leur taux de prestataires de l'assistance-emploi, la plus importante ayant été observée au CLSC/CHSLD Montcalm. En 1997, ce taux se situait à 17,1 % et s'abaisse à 10,8 % en 2003, soit une diminution de 6,3 points de pourcentage. Au CLSC/CHSLD D'Autray, le taux de prestataires de l'assistance-emploi est passé de 15,1 % en 1997 à 10,1 % en 2003 (cinq points de pourcentage en moins) tandis qu'au CSSS de Matawinie, le taux atteint 12,2 % en 2003, par rapport à 16,6 % en 1997 (4,4 points de pourcentage en moins). En 2003, ce taux se chiffre au CLSC Lamater à 3,3 %, comparativement à 7,1 % en 1997 (baisse de 3,8 points de pourcentage). Au CLSC de Joliette, il atteint 10,9 % en 2003, contre 13,9 % en 1997, soit une

⁷ Ce taux est calculé sur le nombre de personnes âgées de moins de 65 ans.

diminution de trois points de pourcentage en sept ans. Finalement, au CLSC/CHSLD Meilleur, le taux de prestataires de l'assistance-emploi s'est abaissé de 6,5 %, en 1997, à 3,6 % en 2003, pour une diminution de 2,9 points de pourcentage. Ainsi, en 2003, le taux de prestataires d'assistance-emploi oscille entre 12,2 %, pour le territoire du CSSS de Matawinie, et 2,9 %, pour celui du CLSC Meilleur. Ce dernier reste ainsi le plus favorisé à cet égard.

Figure 9
Taux de prestataires de l'assistance-emploi pour Lanaudière et le Québec,
(mises à jour de juin) 1997 à 2003 (en %)



Sources : MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.
Statistiques mensuelles sur les prestataires de la sécurité du revenu,
données pour la période de mars 1997 à mars 2003 (mises à jour de juin
1997 à juin 2003)

MARQUIS, G., ET É. CADIEUX. *Projections de la population selon le sexe
et l'année d'âge. Région de Lanaudière et sous-régions. 1996 à 2021,*
Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de la santé
publique, septembre 2000.

1.5 Conclusion

Entre 1991 et 1996, les pourcentages de pauvreté et d'extrême pauvreté ont connu de fortes augmentations partout, dans Lanaudière comme au Québec. Les enfants et les adolescents lanaudois âgés de moins de 18 ans, qui sont en pleine croissance et en développement, semblent avoir été les principales victimes de l'extrême pauvreté. En effet, leur nombre de personnes très pauvres s'est accru de façon considérable entre les deux recensements canadiens. Leur vulnérabilité au manque de nourriture et à l'insécurité alimentaire demeure très grande, même si les personnes de tous les groupes d'âge peuvent être aussi affectées dans leur intégrité physique et psychologique par cette pauvreté, laquelle peut les réduire à avoir recours aux banques alimentaires et aux services de charité pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Les informations les plus récentes publiées par le Conseil canadien de développement social montrent aussi, à partir des données de la nouvelle *Enquête canadienne sur la sécurité financière* menée en 1999, qu'au Canada, les familles riches continuent de s'enrichir et que les familles qui se situent tout en bas de l'échelle de revenus deviennent de plus en plus pauvres. De 1984 à 1999, la richesse moyenne des couples les plus fortunés ayant des enfants a augmenté de 43 % tandis que, pour les familles les plus pauvres, celle-ci a dégringolé de 51 %. De surcroît, les chiffres présentés par cette organisation indiquent qu'au Québec, le taux de pauvreté des enfants serait passé de 21,3 % à 21,6 %, entre 1993 et 1999 (CCDS, 2002).

Selon le même rapport, les 300 000 enfants et adolescents canadiens qui ont dû avoir recours en mars 2002 aux banques alimentaires représentent près de la moitié de tous ceux qui reçoivent de la nourriture de ces organismes de charité et de distribution des denrées alimentaires (CCDS, 2002). De plus, il semble, selon le même document, qu'entre 1996 et 2002, il y aurait eu une augmentation de 12,5 % du nombre de personnes contraintes de faire appel à ces organisations charitables pour se nourrir (CCDC, 2002).

Pourtant, les données du recensement canadien de 2001 sur les pourcentages de personnes considérées comme à faible revenu viennent affirmer qu'il y aurait eu depuis 1996 une reprise économique suffisamment vigoureuse dans Lanaudière et au Québec pour faire chuter les pourcentages de personnes et de familles pauvres⁸. En effet, à l'échelle régionale, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de faible revenu a dégringolé de 18,9 % à 15,2 %, tandis qu'au Québec, il est passé de 23,4 % à 19,1 %. De plus, le nombre de personnes considérées comme « pauvres » a fléchi de 16,6 % dans Lanaudière entre 1996 et 2001, car il est passé de 69 400 à 57 845. D'autre part, le nombre de Lanaudois recevant de l'aide de dernier recours s'est abaissé de 35 % et le taux d'assistance-emploi a enregistré une diminution, passant de 10,6 % en 1997 à 6,6 % en 2003, soit une chute de quatre points de pourcentage. Il s'agit d'ailleurs d'une baisse similaire à celle observée dans l'ensemble du Québec (de 12,4 % à 8,4 %).

Qu'en est-il cependant des pourcentages de personnes et de familles vivant dans l'extrême pauvreté ? Malgré les indices favorables qui révèlent une reprise économique, auront-elles réussi à s'extirper de la profonde pauvreté dans laquelle elles se retrouvent ? En effet, le Conseil canadien de développement social estime à près de 9 000 \$ le montant d'argent nécessaire pour qu'une famille moyenne puisse atteindre seulement le seuil de faible revenu⁹, et ce montant est resté inchangé entre 1989 et 2001 (CCDS, 2002).

⁸ Les données publiées par la *Société québécoise de développement de la main d'œuvre* (SQDM) des régions de Laval, des Laurentides et de Lanaudière montrent que le taux de chômage, qui atteignait 14,4 % au premier trimestre de 1996 dans Lanaudière, se situe à 10,5 % au premier trimestre de 1997, en baisse de 3,9 points en une seule année. De plus, les taux d'activité et d'emploi grimpent respectivement à 66,8 % et à 59,8 % en 1997 comparativement à 62,7 % et à 53,6 % au même trimestre en 1996. Les données du deuxième trimestre de 2002 indiquent que le taux de chômage dans Lanaudière s'est abaissé à 7,7 % et que les taux d'activité et d'emploi atteignent respectivement 66 % et 61 % (Pedneault, 1997 ; Pedneault, 2003). Tous ces indices démontrent qu'il y a eu entre 1996 et 2002 une reprise économique qui aurait permis le développement des emplois, la diminution des personnes en chômage et une baisse des personnes dépendantes de l'aide de dernier recours.

⁹ En 2002, le seuil de faible revenu (SFR) au Québec était estimé à 19 256 \$ pour une personne seule apte au travail, à 24, 069 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant et à 36 235 \$ pour une famille composée d'un couple et de deux enfants. Les prestations d'aide sociale pour la même année au Québec atteignent 6 654 \$ pour une personne seule apte au travail, soit 34,6 % du seuil de faible revenu (SFR), 13 800 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant, soit 57,3 % du SFR et 17 642 \$ pour une famille de deux adultes et de deux enfants, soit 48,7 % du SFR (CNBES, 2003).

Enfin, il faut se rappeler également que les statistiques de l'assistance-emploi, dont les critères d'accessibilité semblent, au fil du temps, être devenus aussi plus restrictifs, ne tiennent pas compte des personnes qui, pour une raison ou une autre, ne se qualifient pas pour recevoir de l'aide de dernier recours. D'ailleurs le nouveau phénomène des personnes « sans chèque »¹⁰ rend compte d'ailleurs de cette réalité.

Dès qu'elles seront disponibles, les données sur les personnes vivant sous le seuil de faible revenu devront être analysées attentivement. En effet, il sera utile de vérifier si le nombre et le taux de personnes qui sont susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté se sont aussi abaissés entre 1996 et 2001. Seules des analyses plus fines pourront confirmer si la reprise économique, qui a marqué Lanaudière et le Québec entre 1996 et 2001, aura aussi profité aux personnes les plus pauvres.

Si ce n'est pas le cas, il faudra s'interroger sur l'éventualité d'une augmentation non négligeable des écarts entre les Lanaudois les plus riches et ceux qui doivent vivre avec des revenus si faibles qu'ils ont peine à se nourrir, eux et leurs enfants.

¹⁰ Le mouvement d'action des personnes sans chèque de Lanaudière (M.A.S.C.) définit la personne sans chèque comme celle, de tout âge, qui n'a aucun travail rémunérateur, qui vit sans aide financière ou technique gouvernementale, ayant acquis une expérience ou une formation reconnue et valable dans un domaine quelconque. Cette personne n'a pas ou peu accès aux programmes gouvernementaux existants et se sent totalement isolée, malgré son ardent désir de retourner sur le marché du travail ou de démarrer une petite entreprise. (M.A.S.C. de Lanaudière, 1999).

CHAPITRE 2

PORTRAIT GLOBAL DES RESSOURCES LANAUDOISES ŒUVRANT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

2. PORTRAIT GLOBAL DES RESSOURCES LANAUDOISES ŒUVRANT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un état de situation comme celui qui a été exposé au chapitre précédent permet d'entrevoir l'ampleur et l'acuité, sur des territoires ciblés, de problématiques sociales comme celle de la pauvreté et celle de l'insécurité alimentaire qui peut en découler. Les données chiffrées constituent des indices des conditions difficiles dans lesquelles vivent les personnes qui sont confrontées à ces problématiques. Elles montrent également l'évolution dans le temps de ces problématiques. La compilation et l'analyse de ce genre de données est une étape nécessaire en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies d'action pertinentes et efficaces, notamment à l'échelle de la région.

Cela dit, malgré leur indiscutable utilité, notamment quand il s'agit d'élaborer des solutions, de revendiquer des moyens et d'organiser des services, les statistiques ne disent pas tout. D'abord, elles ne retracent pas nécessairement les causes des problématiques décrites. Ce qui limite leur contribution possible à l'orientation et à la mise en œuvre d'interventions. De plus, le regard d'ensemble qu'elles permettent de porter sur certaines réalités difficiles demeure anonyme, parfois presque abstrait. Les statistiques ne mettent pas de visages sur la misère et la faim.

Pourtant, la misère et la faim affectent des personnes en chair et en os, des Lanaudois que l'on peut côtoyer régulièrement dans les diverses municipalités de la région. C'est d'ailleurs le contact concret avec ces personnes bien réelles qui a suscité la création plus ou moins spontanée, au sein des communautés locales, de diverses ressources pour leur venir en aide concrètement. Ces initiatives, qu'elles soient d'origine charitable, communautaire ou institutionnelle, sont la conséquence directe d'une sensibilité et d'un engagement citoyens qui n'ont pas attendu, pour se manifester, la confirmation gouvernementale de l'existence des problèmes.

Le présent chapitre vise à présenter un premier portrait global des ressources lanaudoises qui oeuvrent d'une façon ou d'une autre dans la perspective d'améliorer la sécurité alimentaire des plus démunis. Il comporte trois parties. La première est consacrée à un effort de définition des deux principaux concepts au cœur de la démarche, soit ceux de « sécurité alimentaire » et de « soutien alimentaire ». La deuxième partie présente brièvement la méthodologie qui a été utilisée pour réaliser le portrait. Enfin, c'est dans la troisième partie que sont exposés les principaux constats qui se dégagent de l'analyse globale des ressources répertoriées.

2.1 Définitions

Il faut noter que les définitions retenues pour les fins de cette étude rejoignent la perspective générale du *Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire du MSSS*, axé sur le développement social et des communautés. Ce programme national s'appuie notamment sur les résultats de la recherche publiée récemment par Rouffignat et ses collaborateurs (2001).

► La sécurité alimentaire

Il a été question, au chapitre précédent, d'« insécurité alimentaire », en fonction d'une définition qui avait été retenue pour les fins d'une enquête ayant effleuré cette problématique parmi d'autres. Bien entendu, on peut considérer que les personnes en situation d'« insécurité alimentaire » ne vivent pas la situation inverse, c'est-à-dire la « sécurité alimentaire ». Mais de quoi s'agit-il au juste ?

Dans le *Cadre régional de gestion du Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire*, plusieurs définitions de la notion de « sécurité alimentaire » ont été présentées.¹¹ On peut les résumer par les principaux éléments suivants :

1. Depuis la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, publiée en 1948, l'alimentation est considérée comme un droit humain.
2. On peut parler de sécurité alimentaire des personnes ou des populations.
3. La sécurité alimentaire suppose d'abord que les personnes ou la population aient accès, en tout temps et en toute dignité, à de la nourriture.
4. Cette nourriture doit être en quantité suffisante. Elle doit également être nutritive et à un coût raisonnable.
5. La nourriture disponible doit aussi être acceptable, pour les personnes ou la population qui la consommeront, aux points de vue social et culturel.
6. Enfin, les personnes ou la population doivent disposer d'une information simple et fiable qui leur permettra de faire des choix alimentaires éclairés.

En lien avec le sixième point, les organisations gouvernementales québécoises du réseau de la santé et des services sociaux qui se préoccupent de sécurité alimentaire le font à partir d'une approche théorique plus globale. Ils s'interrogent et cherchent à agir sur les causes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui peut en découler. Leur approche est celle du développement social et du développement des communautés. Pour les besoins de la présente étude, on peut retenir surtout que, selon l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ, 2002, p. 14), le développement social vise à mettre en place les conditions qui permettront aux citoyens :

- d'avoir droit à des conditions de vie décentes qui préservent leur santé physique et mentale ;
- de pouvoir développer pleinement leurs potentiels ;
- de pouvoir participer activement à la vie sociale et exercer pleinement leur citoyenneté au sein d'une société démocratique ;
- de pouvoir être traités avec dignité (ex. : rémunération et conditions de travail) sur le marché du travail et de pouvoir tirer leur juste part de l'enrichissement collectif.

¹¹ Les définitions présentées ici sont conformes à la perspective retenue dans le cadre du Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire. Toutefois, il faut mentionner que l'approche au cœur de ce programme et certaines de ses bases conceptuelles (notamment le clivage, presque de l'ordre des valeurs, entre dépannage et alternative) sont remises en question par les travaux d'autres chercheurs (dont Sabourin, Hurtubise, Lacourse et collaborateurs, 2000) ainsi que par des organisations communautaires engagées dans le dossier de la sécurité alimentaire (notamment la Table de concertation sur la Faim et le développement social du Montréal métropolitain). Ces aspects seront vraisemblablement abordés dans le cadre de démarches régionales d'évaluation du programme.

Quant au développement des communautés, il situe l'action des citoyens dans un milieu local. Selon les auteurs déjà cités (*Ibid*, p. 18, 19), l'intervention réalisée dans cette perspective est censée :

- mettre « *de l'avant des stratégies qui tendent à renforcer la capacité de la communauté (...)* » ;
- s'appuyer « *sur la participation des citoyens et citoyennes de tous les milieux de la communauté travaillant ensemble à l'amélioration du bien-être et de la santé de leur communauté (...)* » ;
- susciter « *des partenariats à l'intérieur des lieux de concertation locale, qui unissent dans l'action les secteurs privés, publics et communautaires (...)* » ;
- créer « *un climat propice à l'action (...)* ».

►►► Le soutien en matière de sécurité alimentaire

Le soutien en matière de sécurité alimentaire, comme la sécurité alimentaire elle-même, est une notion qui peut être définie en fonction d'une perspective particulière. Pour leur part, les professionnels des organisations gouvernementales québécoises, et surtout ceux qui travaillent en santé publique, l'abordent avec une perspective de développement social et de développement des communautés. Il en résulte donc une sorte de classification des différentes formes de soutien offertes par les ressources qui se sont données comme mission d'agir, d'une façon ou d'une autre, sur les problèmes d'insécurité alimentaire. Cette classification à quatre catégories répartit les activités réalisées en fonction d'un continuum d'objectifs (ou de missions) qui vont de la sécurité à l'insécurité alimentaire. Le schéma de la figure 10 l'illustre bien.

Figure 10 Le continuum des objectifs et des activités en lien avec l'amélioration de la sécurité alimentaire

OBJECTIFS (OU MISSIONS)	Bâtir la sécurité alimentaire	Prévenir l'insécurité alimentaire	Soulager la faim	Pallier les effets de l'insécurité alimentaire au niveau de la santé physique et mentale
TYPES D'ACTIVITÉS (exemples)	- Création d'emplois - Organisation d'un programme éducatif - Etc.	- Cuisines collectives - Jardins communautaires ou collectifs - Groupes d'achat - Épicerie coopérative - Etc.	- Comptoirs alimentaires - Distribution de paniers de Noël - Distribution de bons de nourriture - Service de repas par des soupes populaires - Cuisines collectives - Jardins communautaires ou collectifs - Etc.	- Consultation de professionnels du réseau socio-sanitaire - Consommation de médicaments - Etc.

- ◆ Le schéma de la figure 10 montre que chacun des quatre objectifs identifiés peut être poursuivi par des types d'activités particuliers.
- ◆ On peut noter que plusieurs types d'activités peuvent être associés aussi bien au deuxième qu'au troisième objectif (à la prévention de l'insécurité alimentaire comme au soulagement de la faim). La distinction tient à la façon dont ces activités sont réalisées et à l'approche adoptée par leurs organisateurs.
- ◆ On peut noter aussi qu'une même ressource (organisme communautaire, organisme charitable ou institution) peut offrir différents types d'activités en lien avec l'amélioration de la sécurité alimentaire.
- ◆ Les activités associées aux deux premiers objectifs sont celles qui s'inscrivent avec le plus d'évidence dans la perspective du développement social et du développement des communautés. Elles portent sur les facteurs qui se situent en amont des problèmes de sécurité alimentaire. Autrement dit, elles portent davantage sur les causes que sur les conséquences de l'insécurité alimentaire.

»»» L'approche alternative ou conventionnelle

Le soutien offert pour apporter des éléments de solution aux problèmes d'insécurité alimentaire peut être développé en fonction de différentes approches. Dans leur étude, Rouffignat et ses collaborateurs (2001) insistent sur ce qu'ils appelaient les « *pratiques alternatives* » en matière de sécurité alimentaire. Ils distinguaient ces pratiques des formes plus conventionnelles de soutien basées essentiellement sur « *l'aide alimentaire* » ou « *le dépannage alimentaire* ». En fait, leur distinction correspond beaucoup à celle que l'on retrouve entre les activités visant à prévenir l'insécurité alimentaire et celles visant seulement à soulager la faim (soit les deuxième et troisième colonnes de la figure 10).

On peut résumer en quelques points les principales caractéristiques des pratiques alternatives en matière de sécurité alimentaire, telles que définies par les mêmes auteurs.

- ◆ Ces pratiques visent le développement du potentiel des personnes et des collectivités à s'approvisionner de façon adéquate.
- ◆ Les formes de soutien offertes sont diversifiées. Elles peuvent se situer au niveau de la production, de la distribution ou de la préparation de denrées alimentaires.
- ◆ L'aide alimentaire est fournie selon un mode non marchand, par le biais d'un réseau de distribution parallèle.
- ◆ Ce type d'alternative constitue une réponse à la situation d'exclusion, par rapport au système normal de production et de commercialisation, dans laquelle se trouvent les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire.
- ◆ Les activités sont mises en œuvre de manière à favoriser le développement des savoirs ou des savoirs-faire qui rendent les personnes, les groupes et les collectivités plus autonomes.
- ◆ La participation des personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire est encouragée, dans l'optique de développer leur conscience collective, sociale et politique, bref leur citoyenneté.

2.2 Méthodologie

La collecte des informations sur les diverses ressources lanaudoises œuvrant pour l'amélioration de la sécurité alimentaire a été réalisée à partir d'une grille de collecte de données. Une première version de cette grille a été élaborée au cours de l'automne 2002. Elle a ensuite été validée et bonifiée avec l'aide des membres du comité consultatif régional du Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire, ainsi qu'avec l'aide des professionnels et techniciennes en recherche du Service de surveillance, recherche et évaluation de la Direction de santé publique et d'évaluation (DSPÉ) de la Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS) de Lanaudière.

Par ailleurs, plusieurs sources d'information ont permis d'élaborer une liste aussi complète que possible des ressources de la région offrant une forme ou une autre de soutien en vue d'améliorer la sécurité alimentaire (activités se situant à n'importe quelle position du continuum présenté à la figure 10). Ce sont : le Bottin 24/7 d'Info-Santé CLSC, le répertoire des organismes financés par Centraide Lanaudière en 2002, la liste des organismes communautaires œuvrant auprès des personnes démunies de la Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL), la liste des cuisines collectives fournie par la TROCL, ainsi que la liste des ressources de dépannage de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) Lanaudière. La liste obtenue du croisement de ces diverses listes initiales a ensuite été validée avec la collaboration des organisateurs communautaires des six CLSC lanaudois.

L'étape suivante a été celle de la collecte des données. Elle a été réalisée principalement entre le 6 et le 17 janvier 2003. Trois techniciennes en recherche de la DSPÉ ont alors effectué les entrevues téléphoniques auprès des responsables des ressources ciblées. Les ressources qui ont finalement été intégrées à ce répertoire sont celles qui offraient encore des services en lien avec la sécurité alimentaire au moment des appels, ou qui comptaient reprendre de telles activités sous peu.

En ce qui concerne les activités en matière de sécurité alimentaire développées en milieu scolaire, ce sont les directions générales des deux commissions scolaires francophones qui ont constitué la source d'information à l'origine des activités identifiées. Les responsables de ces activités ont été contactés par téléphone en mai 2003, par une secrétaire de la DSPÉ, et la même grille de collecte de données a alors été employée. D'autres informations, concernant des écoles secondaires défavorisées ayant obtenu un financement du ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ) pour améliorer la sécurité alimentaire de leurs élèves, ont été fournies par Martine Pageau, responsable nationale du programme de subventions (MÉQ, 2002).

2.3 Résultats

La démarche de cueillette de données a permis d'identifier et de décrire 99 ressources Lanaudoises œuvrant pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, que cette mission soit ou non la seule poursuivie par chacune de ces ressources. Celles-ci sont ainsi réparties entre les six MRC de la région :

MRC de D'Autray	16 ressources
MRC de Joliette	20 ressources
MRC de L'Assomption	12 ressources
MRC de Matawinie	21 ressources
MRC de Montcalm	18 ressources
MRC des Moulins	12 ressources

►►► Les types d'organismes¹²

- ◆ Près de la moitié des ressources répertoriées (43/99) ont été considérées comme étant des organismes communautaires.
- ◆ Un peu plus du quart des ressources (27/99) ont été identifiées comme étant des organismes de charité.
- ◆ Plusieurs (17/99) sont des institutions scolaires ou sont rattachées à une école (c'est le cas pour les sept groupes membres du Club des petits déjeuners du Québec). Outre le Club des petits déjeuners du Québec, l'étude a permis de dénombrier et de décrire six écoles primaires et quatre écoles secondaires offrant des activités pour améliorer la sécurité alimentaire des élèves qui les fréquentent.

►►► Les autres mandats des organismes

- ◆ Près des deux tiers des ressources répertoriées (63/99) poursuivent également d'autres mandats ou missions que la sécurité alimentaire.
- ◆ Pour ce qui est des dix-sept institutions scolaires et groupes associés, leur mission principale est bien sûr l'enseignement.
- ◆ L'autre mission ou mandat qui est le plus souvent poursuivi par les ressources non scolaires, parallèlement à celui de la sécurité alimentaire, est l'opération d'un comptoir vestimentaire ou de vente de meubles (par le tiers de ces ressources, soit 26/82). Parmi l'ensemble des ressources répertoriées, on retrouve aussi quelques ressources qui offrent un certain dépannage plus ponctuel ou occasionnel en matière vestimentaire (4/99), et la plupart œuvrent en milieu scolaire (3/99).

¹² L'identification de chacune des ressources à un type particulier d'organisme relève en partie de la perception de la personne ayant répondu par téléphone au questionnaire de sondage.

► Les types d'activités réalisées pour améliorer la sécurité alimentaire

- ♦ Mis à part celles qui œuvrent en milieu scolaire, près des trois quarts des ressources répertoriées (59/82) font du dépannage alimentaire, c'est-à-dire de la distribution de nourriture (banque alimentaire, paniers, paniers de Noël, etc.). Pour la moitié de ces ressources (30/59), c'est le seul type d'activités en matière de sécurité alimentaire réalisé. Pour d'autres ressources (8/59), c'est le principal type d'activités réalisé en matière de sécurité alimentaire.
- ♦ Dans la MRC de Joliette plus particulièrement, c'est la plupart des ressources répertoriées hors du secteur scolaire (16/18) qui font du dépannage alimentaire.
- ♦ Les cuisines collectives constituent, en importance, le deuxième type d'activités de sécurité alimentaire réalisé par les ressources répertoriées hors du secteur scolaire. Plus du tiers (29/82) s'y consacrent. Pour certaines ressources (9/82), il s'agit du seul type d'activités réalisé en la matière. Et, pour près du quart des ressources répertoriées (18/82), il s'agit de la principale activité réalisée en la matière.
- ♦ En importance, le troisième type d'activités réalisées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire est la préparation alimentaire pour vente ou distribution. Plus d'une ressource non rattachée au milieu scolaire sur six (14/82) se livre à ce genre d'activité.
- ♦ En ce qui concerne les dix-sept ressources d'aide alimentaire identifiées au sein du secteur scolaire, plus du tiers d'entre elles (7/17) ont développé un groupe local du Club des petits déjeuners du Québec, dont les activités constituent à la fois du dépannage alimentaire et une forme d'éducation.¹³ Toutes sont des écoles primaires.
- ♦ Par ailleurs, au niveau secondaire, trois des dix-sept écoles décrites dans cette étude ont plutôt bénéficié d'une partie des 21 millions de dollars alloués en 2001 aux écoles secondaires défavorisées par l'entremise du MÉQ¹⁴. Selon les informations obtenues, elles ont principalement employé les montants qui leur ont été versés à des activités de dépannage alimentaire prenant la forme de subventions aux repas pris par les élèves à la cafétéria scolaire.
- ♦ Pour ce qui est des sept autres écoles répertoriées (5 au primaire et 2 au secondaire), les activités réalisées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire se présentent davantage comme des initiatives du milieu. Elles demeurent surtout, dans l'ensemble, de l'ordre du dépannage alimentaire et prennent la forme d'aliments, de repas ou de collations distribuées aux enfants gratuitement ou à coût réduit, sur une base régulière ou ponctuelle.

¹³ Il s'agit d'une formule uniformisée (« clé en main ») répandue dans les écoles primaires à travers le Québec et bien connue. Le Club des petits déjeuners du Québec est un organisme sans but lucratif, fondé en 1994, dont la mission première est de fournir aux enfants de milieux défavorisés, en milieu scolaire, des petits déjeuners complets et nutritifs dans la perspective de leur procurer de meilleures chances de réussir en classe. À cette activité de base se greffe une série d'activités éducatives visant à développer l'estime de soi chez les enfants (Programme JeunEstime). Le Club des petits déjeuners du Québec est organisé autour d'un siège social situé à Boucherville, qui administre le budget global et verse aux organisations locales les sommes qui leur permettront d'installer une cuisine fonctionnelle et de réaliser les activités prévues à l'aide de bénévoles. L'organisation est d'abord financée par de grandes entreprises privées, mais elle a également obtenu en juin 2001 une somme de 3,8 millions de dollars du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, en vue de créer 100 nouveaux clubs locaux. Des coordonnateurs régionaux sont également à l'œuvre pour fournir un soutien aux responsables et bénévoles locaux, et pour participer à des activités de concertation intersectorielle.

¹⁴ En fait, selon l'information transmise à l'été 2002 par la Direction générale du financement du MÉQ à la responsable du *Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire* du MSSS, dans la région de Lanaudière, ce sont cinq écoles (quatre de la Commission scolaire des Samares et une de la Commission scolaire anglophone Sir Wilfrid Laurier) qui ont obtenu un financement de cette source. Les sommes versées étaient de l'ordre de 2 342 \$ à 69 782 \$, pour un total régional de 181 061 \$. Les responsables des projets réalisés grâce à ces sommes n'ont cependant pas pu être rejoints dans deux des cinq écoles concernées au moment des entrevues téléphoniques.

► Types de clientèles visées

- ◆ Plus des trois quarts des ressources répertoriées hors du milieu scolaire (64/82) visent à la fois des familles et des individus. Toutefois, quelques ressources visent uniquement des familles (11/82) ou seulement des individus (6/82).¹⁵
- ◆ Parmi les 70 ressources non liées au milieu scolaire qui visent des individus, les catégories d'âges ciblées sont, dans l'ordre : les adultes de 18 à 64 ans (par plus des trois quarts de ces ressources ou 59/70), les personnes âgées de 65 ans et plus (par près des deux tiers de ces ressources ou 45/70), les adolescents (par plus du tiers de ces ressources ou 28/70) et, enfin, les enfants (par un peu moins du tiers de ces ressources ou 22/70).
- ◆ En milieu scolaire, bien sûr, les activités réalisées par les dix-sept écoles visent toujours des individus (élèves), soit des enfants (catégorie des 0 à 12 ans) ou des adolescents (catégorie des 13 à 17 ans), selon les cas.

► Les personnes rejointes

- ◆ Compte tenu de la diversité des types d'activités réalisées, des types de services offerts et des types de données recueillies¹⁶ sur les personnes qui bénéficient de ces divers services et activités, il est difficile de dresser un portrait comparatif précis des personnes rejointes par les ressources lanaudoises œuvrant pour l'amélioration de la sécurité alimentaire. En conséquence, l'analyse présentée dans cette section demeurera limitée, générale et fournie seulement à titre indicatif.
- ◆ Dans l'ensemble des ressources, plus de la moitié des personnes rejointes sont des femmes.
- ◆ Certaines ressources offrent leurs services sur une base occasionnelle et à un nombre limité de personnes (maximum de 20 par année), alors que d'autres offrent plus régulièrement des services davantage organisés (notamment pour les banques alimentaires et d'autres organisations de dépannage alimentaire qui enregistrent jusqu'à 20 000 services, 50 000 ménages ou 160 000 personnes par année).

► Les territoires desservis

- ◆ Mis à part le secteur scolaire, le tiers des ressources (27/82) desservent une seule municipalité, et presque autant (24/82) offrent leurs services à plus d'une municipalité.
- ◆ Pour ce qui est des dix-sept ressources du secteur scolaire, elles s'adressent également aux territoires municipaux d'où proviennent leurs clientèles étudiantes. Ainsi, elles desservent selon les cas une ou plusieurs municipalités (notamment pour les écoles secondaires).
- ◆ Plusieurs ressources (14/82) desservent toute une MRC. Ces ressources se concentrent davantage dans la MRC de Montcalm, puis celles des Moulins et de L'Assomption.

¹⁵ On peut noter que cette information sur le type de clientèles visées n'a pas été fournie par le répondant d'une des ressources concernées.

¹⁶ Par exemple, certaines ressources enregistrent leurs données du fonction de nombre de personnes rejointes, d'autres en fonction du nombre de services (repas notamment) offerts.

- ◆ C'est principalement dans la MRC de Joliette qu'on retrouve les ressources qui desservent toute la région de Lanaudière (5/8).
- ◆ Mis à part celles qui desservent toute la région, aucune ressource n'offre ses services à plus d'une MRC.

► Les types d'approches en sécurité alimentaire

- ◆ Dans l'ensemble, plus de la moitié des répondants (50/99) ont considéré que leur ressource (milieu scolaire compris) avait une approche « conventionnelle » en matière de sécurité alimentaire.
- ◆ Les répondants des MRC de L'Assomption et de Joliette (milieu scolaire compris) sont, en proportions, plus nombreux à avoir considéré que leur ressource employait une approche « conventionnelle » (respectivement 8/12 et 13/20).
- ◆ Selon les répondants, près du tiers des ressources (31/99) adoptaient une approche « alternative » de la sécurité alimentaire.
- ◆ C'est dans la MRC de D'Autray que les répondants ont été proportionnellement plus nombreux à considérer que leur ressource adoptait une approche « alternative » (9/16).
- ◆ Du point de vue des répondants, quelques ressources (17/99) employaient à la fois l'approche « conventionnelle » et l'approche « alternative ». C'est le cas notamment pour sept des 82 ressources hors du secteur scolaire, mais surtout pour plus de la moitié (10/17) des ressources du secteur scolaire (dont les sept qui font partie du Club des petits déjeuners du Québec).

► Les sources de financement des activités

- ◆ Dans l'ensemble, près des deux tiers des ressources de tous les milieux (63/99) s'appuyaient sur plus d'une source de financement pour réaliser leurs activités en matière de sécurité alimentaire. Toutefois, une seule ressource du secteur scolaire était dans ce cas.
- ◆ Les principales sources de financement mentionnées par les répondants des 82 ressources hors du secteur scolaire sont, dans l'ordre : les dons de la communauté et levées de fonds de toutes sortes (35 ressources), Centraide (30 ressources), les activités de comptoir vestimentaire ou de vente de meubles (23 ressources), la contribution versée par les usagers (21 ressources), la RRSSS de Lanaudière (19 ressources) et d'autres subventions gouvernementales (16 ressources).
- ◆ Les autres sources de financement mentionnées sont la Guignolée (14 ressources), les clubs sociaux (10 ressources), les caisses populaires (10 ressources), les municipalités et les pompiers (7 ressources), les députés (6 ressources), les communautés religieuses et les églises (6 ressources), les entreprises privées et les commerces (6 ressources), les partis politiques (2 ressources), un organisme communautaire (1 ressource), le CLSC (1 ressource), la Société Saint-Vincent-de-Paul (1 ressource) et la commission scolaire (1 ressource).
- ◆ C'est dans les MRC de Joliette, de Matawinie et de L'Assomption qu'on retrouve le plus grand nombre de ressources recourant à la communauté (dons et levées de fonds) pour financer leurs activités en matière de sécurité alimentaire (respectivement 10, 7 et 6 ressources).

- ◆ Centraide a financé davantage de ressources en sécurité alimentaire dans les MRC de Matawinie (8 ressources), de Joliette (8 ressources) et de D’Autray (6 ressources).
- ◆ Les ressources utilisant les revenus de comptoirs vestimentaires et de vente de meubles pour financer leurs activités en matière de sécurité alimentaire se concentrent principalement dans les MRC de Montcalm (8 ressources), de L’Assomption (5 ressources) et de Matawinie (5 ressources).
- Les ressources ayant identifié, comme source de financement de leurs activités en sécurité alimentaire, la RRSSS, par le programme de Soutien aux organismes communautaires (SOC) notamment, sont situées surtout dans les MRC de D’Autray (5 ressources), de Joliette (5 ressources) et de Montcalm (5 ressources).
- ◆ La contribution financière des usagers est un mode de financement des activités en sécurité alimentaire développé principalement dans les MRC de D’Autray (6 ressources) et de Joliette (6 ressources).
- ◆ Les ressources de la MRC de Joliette sont plus nombreuses à recourir à d’autres sources de financement gouvernemental (mis à part la RRSSS) pour leurs activités en matière de sécurité alimentaire (5 ressources). Le Secrétariat à l’action communautaire autonome (SACA) a notamment été mentionné comme l’une de ces autres sources gouvernementales.
- ◆ C’est seulement dans les MRC de D’Autray et de Joliette que des communautés religieuses ou des églises ont été identifiées comme source de financement des activités en matière de sécurité alimentaire (respectivement 4 et 2 ressources).
- ◆ En milieu scolaire, deux principales sources de financement ont été identifiées. Le Club des petits déjeuners du Québec a financé sept groupes locaux au niveau primaire. Par ailleurs, au niveau secondaire, trois écoles répertoriées ont obtenu une subvention du MÉQ pour « *accroître l’aide alimentaire versée pour les écoles défavorisées sur le plan socio-économique en apportant un soutien alimentaire aux élèves du secondaire fréquentant les écoles situées parmi les 20 p. 100 les plus défavorisées* ». ¹⁷
- ◆ La principale source de financement mentionnée par les ressources du milieu scolaire non financées par le Club des petits déjeuners du Québec ou le MÉQ est la communauté (dons et levées de fonds). Six ressources ont identifié cette source de financement, alors que deux ressources ont mentionné la participation des usagers, et une a fait état de la Société Saint-Vincent-de-Paul.
- ◆ Les écoles primaires financées par le Club des petits déjeuners du Québec se retrouvent principalement dans la MRC de Montcalm (5/7). Les deux autres écoles concernées se situent respectivement dans les MRC de D’Autray et de Matawinie.
- ◆ Les écoles secondaires financées par le MÉQ pour améliorer la sécurité alimentaire de leurs élèves sont situées dans trois MRC différentes, soient celles de D’Autray, de Joliette et de Matawinie.

¹⁷ Selon un document interne du ministère de l’Éducation du Québec (2002).

►►► Le niveau de financement des activités

- ◆ Pour plus de la moitié des ressources hors secteur scolaire (43/82), le financement annuel des activités en matière de sécurité alimentaire était de moins de 10 000 \$.
- ◆ Pour plus du tiers de ces ressources répertoriées hors du secteur scolaire (32/82), le financement de ces activités était encore moindre, puisqu'il était de moins de 5 000 \$ par année. Ces ressources se retrouvaient en plus grand nombre dans les MRC de D'Autray (6/16), de Matawinie (8/21) et de Montcalm (7/18).
- ◆ Les ressources du secteur scolaire se distinguent parce qu'elles ont bénéficié pour la plupart d'un financement annuel d'au moins 15 000 \$. Ainsi, les sept écoles primaires qui sont liées au Club des petits déjeuners du Québec reçoivent annuellement du bureau central de l'organisation un budget de l'ordre de 15 000 \$, et on leur installe à leurs débuts un équipement de cuisine d'une valeur de 6 000 \$. Pour ce qui est des trois écoles secondaires répertoriées jugées défavorisées et recevant un financement du MÉQ en vue d'améliorer la sécurité alimentaire de leurs élèves, celui-ci était de plus de 35 000 \$ pour deux d'entre elles, et il se situait entre 5 000 \$ et 9 999 \$ pour la troisième.¹⁸
- ◆ Plusieurs répondants n'ont pas précisé le niveau de financement des activités offertes par leur organisation en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, parce qu'ils ne disposaient pas de cette information ou qu'ils n'étaient pas disposés à la transmettre. C'est le cas pour sept des dix-sept ressources du secteur scolaire (non associées au Club des petits déjeuners du Québec et non subventionnées par le MÉQ), et de neuf des ressources d'autres secteurs (9/82).

►►► Le partenariat dans les activités

- ◆ L'expérience du partenariat apparaît bien variable selon les ressources répertoriées.
- ◆ Dans l'ensemble, près des deux tiers des répondants (53/82), pour les ressources non liées au secteur scolaire, ont fait état de relations de partenariat développées avec des organisations et entreprises de leur milieu, en vue de réaliser leurs activités en matière de sécurité alimentaire. Dans la MRC des Moulins, toutefois, le partenariat apparaît moins développé qu'ailleurs, puisque seulement deux des neuf ressources ont identifié des partenaires.
- ◆ Près de la moitié des ressources répertoriées hors du secteur scolaire (36/82) entretiennent des liens avec plus d'un partenaire.
- ◆ Mis à part le secteur scolaire, le cinquième des ressources (17/82) ont identifié un seul partenaire pour leurs activités en sécurité alimentaire.
- ◆ Les principaux partenaires identifiés par les répondants des ressources non scolaires sont, par ordre d'importance : les entreprises, épiceries et commerces (23 ressources) ; Moisson Lanaudière et Moisson Laurentides (20 ressources) et des organismes communautaires (14 ressources).

¹⁸ Selon le document interne du MÉQ (2002), les subventions attribuées à ces écoles secondaires par le ministère ont été calculées et « allouées à la commission scolaire en tenant compte de son nombre d'élèves au secondaire général au 30 septembre 2000 fréquentant les écoles situées parmi les 20 p. 100 les plus défavorisées ». Parmi les trois écoles concernées répertoriées dans le cadre de cette étude, celle qui a obtenu le financement le moins élevé est une école anglophone.

- ◆ Les autres partenaires identifiés par les répondants des ressources non scolaires sont : les communautés religieuses et les églises (9 ressources), les municipalités et les cols bleus (7 ressources), les clubs sociaux (7 ressources), des bénévoles (5 ressources), la Société Saint-Vincent-de-Paul (4 ressources), des agriculteurs (4 ressources), les CLSC (3 ressources), des organismes de charité et fondations (2 ressources), une école ou une commission scolaire (2 ressources), les caisses populaires (2 ressources) et Centraide (1 ressource).
- ◆ Plus d'un tiers des ressources hors du secteur scolaire (29/82) ont déclaré que leur ressource n'entretenait de liens avec aucun partenaire dans la réalisation de leurs activités pour améliorer la sécurité alimentaire.
- ◆ Parmi les ressources du milieu scolaire, celles dont les activités en sécurité alimentaire sont financées par le Club des petits déjeuners du Québec ou par le MÉQ n'ont été associées à aucun partenaire précis (10 ressources). Toutefois, en ce qui concerne le Club des petits déjeuners du Québec, les informations transmises par la coordonnatrice à la qualité des services du bureau central témoignent d'un partenariat largement développé avec le secteur privé à l'échelle nationale. C'est le cas également pour deux autres ressources de ce secteur.
- ◆ La plupart des cinq autres ressources associées au milieu scolaire (4/5) ont identifié plus d'un partenaire dans leurs activités pour accroître la sécurité alimentaire des élèves.
- ◆ Outre celles qui sont financées par le Club des petits déjeuners du Québec ou le MÉQ, les ressources du secteur scolaire ont identifié, comme partenaires de leurs activités pour accroître la sécurité alimentaire : les clubs sociaux (4 ressources) ; les entreprises privées, les épiceries et les commerces (2 ressources) ; des organismes communautaires (2 ressources) ; Moisson Lanaudière ou Moisson Laurentides (1 ressource) ; la Société Saint-Vincent-de-Paul (1 ressource) et une caisse populaire (1 ressource).

►►► L'implication dans le développement social

- ◆ Une importante majorité des répondants des ressources hors du milieu scolaire (70/82) ont considéré que celles-ci avaient un « important » niveau d'implication dans le développement social.
- ◆ Selon la coordonnatrice à la qualité des services au bureau central du Club des petits déjeuners du Québec, on peut considérer que l'organisme (et ses sept groupes locaux répertoriés dans cette étude) font montre d'une grande implication dans le développement social de leur communauté. Il faut rappeler toutefois que les informations obtenues dans le cadre de cette étude n'ont pas permis d'identifier de partenaires précis au niveau des groupes locaux.
- ◆ Pour ce qui est des autres ressources du secteur scolaire, la perception de leur implication dans le développement social transmise par les répondants est, elle aussi, plutôt positive. En effet, plus de la moitié d'entre eux (4/7) ont jugé que cette implication était importante.

»»» L'implication dans la concertation communautaire

- ◆ L'implication globale dans la concertation communautaire des ressources lanaudoises œuvrant pour améliorer la sécurité alimentaire apparaît moins développée que leur implication en faveur du développement social.
- ◆ Plus de la moitié des répondants des ressources non associées au milieu scolaire (46/82) ont considéré que celles-ci avaient un « important » niveau d'implication dans la concertation communautaire, et plus du cinquième (18/82) ont jugé que cette implication était de niveau « moyen ».
- ◆ Le niveau d'implication dans la concertation communautaire n'a pas été formellement estimé, en ce qui concerne les ressources du milieu scolaire financées par le Club des petits déjeuners du Québec, lors de l'entretien téléphonique avec Francine Charrette, coordonnatrice à la qualité des services au sein de l'organisation nationale.
- ◆ En ce qui concerne les autres ressources du milieu scolaire, la moitié des répondants (5/10) ont jugé que leur implication dans la concertation communautaire était « importante », et le cinquième (2/10) ont considéré qu'elle était « moyenne ».

2.4 Conclusion

L'état de situation présenté au premier chapitre, à partir des données disponibles sur la pauvreté, l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire prévalant dans Lanaudière, avait permis d'estimer l'ampleur de ces problématiques dans la région. La persistance de l'extrême pauvreté, associée à l'insécurité alimentaire, avait notamment été mise en évidence. Les statistiques laissaient entendre que la sécurité alimentaire de tous les Lanaudois n'était pas assurée. En outre, même s'il ne s'agissait pas comme tel d'une étude de besoins, ceux des enfants et des adolescents de moins de 18 ans, vivant en situation d'extrême pauvreté, avaient été soulignés, étant donné leur plus grande vulnérabilité.

Dans la perspective de cet état de situation, que nous apprennent de plus les résultats exposés dans ce deuxième chapitre ? Permettent-ils de juger si, dans Lanaudière, les ressources disponibles en matière de sécurité alimentaire suffisent à la tâche, si leur distribution sur le territoire s'ajuste à celle de la pauvreté, de l'extrême pauvreté et des besoins alimentaires ? Les principaux constats à cet égard seraient les suivants :

- Les territoires du nord de la région, soient ceux du CSSS de Matawinie, du CLSC de Joliette, du CLSC Montcalm et du CLSC D'Autray, sont ceux où on retrouvait, en 1996, le plus de personnes considérées comme très pauvres (Figure 5). En ce qui concerne les ressources répertoriées dans cette étude, leur nombre est également plus grand dans les quatre MRC correspondantes que dans les deux du sud de la région.

- Malgré l'éventail des possibilités (Figure 10), le dépannage alimentaire demeure, dans Lanaudière, le plus répandu des types d'activités réalisées en matière de sécurité alimentaire. Dans le même sens, les répondants ont considéré, dans plus de la moitié des ressources, que celles-ci utilisaient une approche « conventionnelle » de cette problématique.
- Peut-être en raison de la formule employée (bref questionnaire fermé rempli par téléphone), l'étude n'a pas permis d'identifier d'innovations lanaudoises quant à la façon d'aborder la sécurité alimentaire. Elle n'a pas permis non plus de véritablement documenter l'approche adoptée par chacune des ressources identifiées.
- L'étude n'a pas permis de vérifier de quelle façon les ressources s'adressant plus particulièrement aux enfants et aux adolescents de moins de 18 ans (notamment celles qui se situaient en milieu scolaire) pouvaient concilier une approche « conventionnelle » et une approche « alternative » dans leurs activités visant l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que le portrait ébauché dans ce document doit être considéré d'abord comme un premier outil de diagnostic. En ce sens, les constats qu'il comporte devraient servir à alimenter les échanges entre tous les acteurs concernés par la sécurité alimentaire ainsi que la pauvreté et l'extrême pauvreté des Lanaudois, en vue de développer une meilleure concertation régionale autour de ces problématiques étroitement reliées. Pour que ces échanges puissent être véritablement fructueux, il serait sans doute profitable, en premier lieu, que les acteurs concernés :

1. visent d'abord à développer une compréhension commune du concept d'insécurité alimentaire, utilisé à toutes les sauces en ces années de vaches folles, d'OGM et de développement de l'agriculture biologique ;
2. partagent leurs visions respectives des approches « conventionnelle » et « alternative »;
3. se prononcent sur leur adoption ou non - individuelle ou commune - de la perspective du développement social pour aborder la sécurité alimentaire.

CHAPITRE 3

RÉPERTOIRE DES RESSOURCES PAR MRC

Cette troisième partie du document prend la forme d'un répertoire, par MRC, des ressources qui ont pu être rejointes lors de l'enquête par téléphone. Étant donné les limites de cette enquête (notamment des limites de temps), il ne s'agit donc pas d'un inventaire exhaustif de l'ensemble des ressources susceptibles d'offrir une contribution pour l'amélioration de la sécurité alimentaire des Lanaudois, mais d'un premier portrait de base de ces ressources. D'ailleurs, la démarche ne visait pas la production d'un bottin, mais bien davantage le développement d'une meilleure connaissance globale de la problématique lanaudoise de la sécurité alimentaire.

CARREFOUR ÉMILIE DE LANORAIE (a/s de Ginette Frigault et de Sr Lise Gravel)
361A, rue Notre-Dame, Lanoraie (QC) J0K 1E0
Tél. : (450) 887-0090 / (450) 887-1464 / (450) 887-2815

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire et de vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 150 ménages/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Lanoraie
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Centraide Lanaudière - Comptoir vestimentaire, vente de meubles - Petite cotisation des gens qui viennent le vendredi chercher de la nourriture
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Provigo Lavaltrie - Moisson Lanaudière - Accueil Bonneau (Montréal) - Agriculteur de la région
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE AVEC DES ELLES INC. (a/s de Lise De Chantigny)
158, rue Marcel, Saint-Gabriel-de-Brandon (QC) J0K 2N0
Tél. : (450) 835-3393 / Téléc. : (450) 835-2897

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Centre de femmes
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Jardin collectif ou communautaire (sert à la cuisine collective)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 10 ménages/année ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Gabriel-de-Brandon et Saint-Didace
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	Femmes qui viennent à la cuisine collective (elles déboursent un certain montant)
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE SAINT-BARTHÉLEMY (a/s de Sr Françoise Saint-Martin)
1980, rue Bonin, Saint-Barthélemy (QC) J0K 1X0
Tél. : (450) 885-3535

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 20 ménages ou 45 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Barthélemy et Saint-Cuthbert
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Guignolée - Caisse populaire - Communauté - Comité de partage - Centraide - Repas à 1,00 \$
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Municipalité (prêt de local) - Épicerie (bons) - Club Optimiste - Bureau d'entraide - AFEAS - Chevaliers de Colomb
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA CLEF FAMILIALE (a/s de Lorraine Massé)
1980, rue Bonin, Saint-Barthélemy (QC) J0K 1X0
Tél. : (450) 885-3754 / (450) 885-3739

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Collation santé dans l'école Autres : - Cuisine collective - Jardin collectif ou communautaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 200 ménages/année ; 55 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Barthélemy
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide - Caisse populaire - Communautés religieuses - Agropur - Marché tradition - Participants aux cuisines collectives
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Municipalité
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE GERMAIN-CARON
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
490, rue Principale, Saint-Didace (Qc) J0K 2G0
Tél. : (450) 835-4055

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime -
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Didace
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

COMITÉ DE BIEN-ÊTRE (a/s de Gervaise Bélanger)
2470, rue Principale, Sainte-Élisabeth (QC) J0K 2J0
Tél. : (450) 756-1084

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 45 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Sainte-Élisabeth
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Guignolée
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- IGA - Moisson Lanaudière - Salle du conseil (municipalité)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

COMPTOIR ALIMENTAIRE LAVALTRIE (a/s de Chantal Beaupré)
151, rue Saint-Antoine Nord, Lavaltrie (QC) J0K 1H0
Tél. : (450) 586-4044 / Téléc. : (450) 586-1720

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 5 512 services/année ; 70 % de femmes
Territoire desservi :	Les municipalités qui n'ont pas de comptoir alimentaire (Par ex. : Saint-Sulpice, Saint-Félix-de-Valois, Lavaltrie, etc.)
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Dons - Centraide - Caisse populaire
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

ÉCOLE SECONDAIRE BERMON (a/s de Nancy Delisle)
1919, 6^e rang, Saint-Gabriel-de-Brandon (Qc) J0K 2N0
Tél. : (450) 835-3491

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners)
Types de clientèles visées :	Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 400 élèves/année ; filles et garçons
Territoire desservi :	Municipalités de Mandeville, Saint-Didace et Saint-Damien
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- MESS - MÉQ
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA FOURCHETTE DE L'ESPOIR/CENTRE D'ENTRAIDE LE PARTAGE (Mandeville) (a/s de Marjorie Soucy)
61, rue Paquin, C.P. 39, Mandeville (QC) J0K 1L0
Tél. : (450) 835-4951

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Cuisine collective Autres : - Dépannage alimentaire - Préparations alimentaires pour vente ou distribution - Café rencontre
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 2 600 services/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Mandeville
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide - Programme SOC de la RRSSS - Fonds de lutte à la pauvreté
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Municipalité
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIÉ (l'AMIJOTERIE) a/s de Cécile Ferron et de Marie Laurin
170, rue Sainte-Foy, Berthierville (QC) J0K 1A0
Tél. : (450) 836-6966 / Téléc. : (450) 836-1079

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Vêtements - Développement de liens d'entraide, prise en charge - Travail avec des personnes démunies
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Cuisine collective Autres : - Dépannage alimentaire - Jardin collectif ou communautaire - Déjeuners à l'école - Repas communautaires
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des enfants, des adolescents, des adultes et des personnes âgées vivant seules
Personnes rejointes :	Environ 200 ménages ou 700 personnes/année ; 85 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Berthierville et de Sainte-Geneviève-de-Berthier
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Centraide - Comptoir (autofinancement) - Dons de communautés religieuses et d'entreprises
Niveau de financement des activités :	25 000 \$ à 34 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Bénévoles - Écoles
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

GROUPE POPULAIRE D'ENTRAIDE LAVALTRIE (G.P.E.L.) (a/s de Marco Boudreault et de Sylvie Lavertu)
160, rue Saint-Antoine Nord, Lavaltrie (QC) J0K 1H0
Tél. : (450) 586-3536 / Téléc. : (450) 586-0652 / Courriel : gpel@qc.aira.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Organisation matérielle - Activités de solidarité et d'entraide
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	Des familles avec ou sans enfants
Personnes rejointes :	Environ 240 personnes/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Sulpice et de Lavaltrie
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Caisse populaire de Lavaltrie
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

MAISON DU PARTAGE (a/s de Gilles Mayer)
517, rue Montcalm, C.P. 348, Berthierville (QC) J0K 1A0
Tél. : (450) 836-7217 / 836-7672 / Téléc. : (450) 836-0757

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 6 500 services/année ; pourcentage de femmes non disponible
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Gouvernement provincial - Campagne de financement - 5 \$ la boîte de nourriture
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA MIE MAGASIN PARTAGE BERTHIER (a/s de M. Pagé)
620, rue Notre-Dame, C.P. 727, Berthierville (QC) J0K 1A0
Tél. : (450) 836-6051 / Courriel : lamie.magasine@citenet.net

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Dépannage alimentaire Autres : - Préparations alimentaires pour vente ou distribution - Épicerie coopérative - Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 400 services/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Guignolée - Centraide - Partenaires du Cardinal
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

POPOTE LA BONNE ENTENTE (a/s de Thérèse Beausoleil)
30, rue Saint-Gabriel, Local SS07, Saint-Gabriel-de-Brandon (QC) J0K 2N0
Tél. : (450) 835-7652

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Popote roulante
Types de clientèles visées :	Des individus (personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 1 626 services ou 38 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Saint-Gabriel-de-Brandon
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Autofinancement (3 \$ par repas)
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

LA POPOTE ROULANTE, CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE D'AUTRAY (a/s de Ronald Cormier)
180, rue Champlain, C.P. 1439, Berthierville (QC) J0K 1A0
Tél. : (450) 836-7122 / Téléc. : (450) 836-1939 / Courriel : cabautray@bellnet.ca

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Maintien à domicile (transport)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Popote roulante Autres : - Dépannage alimentaire - Préparations alimentaires pour vente ou distribution
Types de clientèles visées :	- Des individus (personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 500 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Lavaltrie, Lanoraie, Saint-Ignace-de-Loyola, Île Dupas, Saint-Cuthbert, Saint-Barthélemy, Sainte-Élisabeth, Berthierville et Sainte-Geneviève-de-Berthier
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Levée de fonds publique - Œuvres du Cardinal Léger
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	- Boucherie Forget - Marché IGA de Berthier - Marché Métro de Berthier - Jambec - Agriculteurs de la région
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SOURCE DE VIE DE SAINT-GABRIEL INC. (a/s de Luc-André Plante)
147, rue Beausoleil, Saint-Gabriel-de-Brandon (QC) J0K 2N0
Tél. : (450) 835-1837 et 835-5000 / Téléc. : (450) 835-9596

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir vestimentaire et vente de meubles usagés - Service de première ligne
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Préparations alimentaires pour vente ou distribution Autres : - Dépannage alimentaire - Paniers de Noël
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (enfants, adolescents et adultes)
Personnes rejointes :	Environ 20 075 services ou 500 à 600 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Didace, Mandeville, Saint-Norbert et Saint-Gabriel-de-Brandon
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Revenus générés par les comptoirs - Programme d'insertion sociale - Guignolée
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Métro Saint-Gabriel-de-Brandon - Provigo Saint-Gabriel-de-Brandon
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

ACCUEIL JEUNESSE LANAUDIÈRE (a/s de Mélanie Bélanger)
1094, boul. Manseau, Joliette (QC) J6E 3G8
Tél. : (450) 759-4610

Type d'organisme :	Non précisé
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Hébergement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (uniquement quand jeune s'installe en appartement)
Types de clientèles visées :	Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 4 personnes/année ; 0 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Programme SOC de la RRSSS
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA BOUFFE DU BONHEUR DE CRABTREE (a/s de Pierrette Malo)
181, 2^e avenue, Crabtree (QC) J0K 1B0
Tél. : (450) 754-4704

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 30 à 35 personnes/mois ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Crabtree, Sainte-Marie-Salomé et Saint-Paul
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - MESS - Souper spaghetti - Associations locales (Optimiste, Chevaliers de Colomb, etc.) - Dons
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE DE FEMMES MARIE-DUPUIS (a/s de Marie-Claude Lanoie)
211, boul. Antonio-Barrette, Notre-Dame-des-Prairies (QC) J6E 1E7
Tél. : (450) 752-5005 / Téléc. : (450) 752-0057

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Accueil accompagnement, référence - Éducation - Concertation
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 50 ménages ou 150 personnes/année ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Joliette
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Les femmes elles-mêmes - Contributions - Le centre lui-même dans son budget - Souper de la solidarité - Filles d'Isabelle
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Souper de la solidarité - Filles d'Isabelle
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

COMPTOIR ALIMENTAIRE INTER-PROVINCIAL (a/s de Daniel Plouffe)
10, rue Longpré, Saint-Charles-Borromée (QC) J6E 4V2
Tél. : (450) 586-6863

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 3 000 personnes/année ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Autofinancement - Contribution de 7 \$ de la clientèle
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

CUISINE COLLECTIVE DE JOLIETTE (a/s de Jacqueline Winter)
222, rue Lajoie sud, (local 375, rue Fabre), Joliette (QC) J6E 5L2
Tél. : (450) 586-6863

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 40 à 50 personnes/mois ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Joliette et les environs
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- 5 \$/personne/mois - Centraide
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Centraide Lanaudière - Moisson Lanaudière - Sœurs Saint-Cœur (local)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

CUISINE COLLECTIVE SAINT-PAUL (a/s de Fernande Rivest)
125, rue Bouchard, Saint-Paul (QC) J0K 3E0
Tél. : (450) 753-4422 / Presbytère : (450) 756-2791

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 10 ménages/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Paul
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	1 \$/semaine par famille
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CUISINES COLLECTIVES DE JOLIETTE (a/s de Jacqueline Winter)
222, rue Lajoie, Local 7, Joliette (QC) J6E 5L2
Tél. : (450) 755-2454

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 180 ménages/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Joliette et ses environs
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - Chaque participant donne 5 \$/mois
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

DÉPANNAGE ALIMENTAIRE CRABTREE (a/s de Lise Ménard)
109, 7^e avenue, Crabtree (QC) J0K 1B0
Tél. : (450) 753-4422

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	Des familles et des individus à faible revenu
Personnes rejointes :	143 personnes ; 56 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Crabtree, Saint-Paul, Sainte-Marie-Salomé et Saint-Jacques
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	1 \$/semaine par famille
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Église - Moisson Lanaudière - Amis des aînés
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

ÉCOLE SACRÉ-CŒUR-DE-JÉSUS (a/s de Mme Chantale Melançon)
141, 8^e rue, Crabtree (QC) J0K 1B0
Tél. : (450) 754-2877

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (collation deux fois par mois)
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalités de Sainte-Marie-Salomé et de Crabtree
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Autofinancement (vente de chocolat) - Dons de la Société Saint-Vincent-de-Paul
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	Société Saint-Vincent-de-Paul
Perception de l'implication dans le développement social :	Non précisé
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE SAINT-AMBROISE-DE-KILDARE (a/s de Serge Champagne, prés.)
3118, rue Champagne, Saint-Ambroise-de-Kildare (QC) J0K 1C0
Tél. : (450) 759-0450

Type d'organisme :	Organisme communautaire non reconnu par la RRSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Dépannage alimentaire Autres : - Distribution de bons de nourriture - Paniers de Noël
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (enfants, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 40 ménages ou 100 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Collecte de fonds par lettre - Comptoir vestimentaire
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - La Manne quotidienne (exceptionnellement)
Perception de l'implication dans le développement social :	Faible
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

FONDS D'AIDE SAINT-THOMAS (a/s de Mariette Pelland)
830, rue Principale, Saint-Thomas (QC) J0K 3L0
Tél. : (450) 753-3366

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des personnes seules
Personnes rejointes :	Environ 23 ménages ou 50 personnes/année ; 95 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Thomas
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Brunchs - Dons - Caisse populaire - Municipalité
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

HÉBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE (a/s de Micheline Deschênes)
864, boul. Manseau, C.P. 325, Joliette (QC) J6E 3G3
Tél. : (450) 753-7735 / Téléc. : (450) 753-4095

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
- Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Maison d'hébergement pour adultes et familles - Accueil et références -
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Aucune Autres : - Dépannage alimentaire - Cuisine collective
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 300 personnes ; 40 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Alternative et conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - À même le budget de l'organisme - RRSSS - Fondation Richelieu - Club Optimiste - Club Lions - Sœurs Saint-Cœur - Société Saint-Vincent-de-Paul - Caisse populaire - Dons - Campagne d'autofinancement
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	- La Soupière - La Manne quotidienne
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

L'INTERVALLE, CENTRE JEUNESSE ET ESPACE JEUNESSE (a/s de Pierre Racicot)
1170, rue Ladouceur, Joliette (QC) J6E 3W7
Tél. : (450) 759-0765 / (450) 758-3557

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement, distribution de vêtements, éducation physique
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Préparations alimentaires pour distribution (collation spéciale)
Types de clientèles visées : (P.S. Aide sociale et faible revenu)	- Des individus (enfants et adolescents à faible revenu ou aide sociale)
Personnes rejointes :	Environ 90 personnes/année ; plus de garçons que de filles
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- MESS - MÉQ
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Non précisé
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

LAIT-ÉCOLE LANAUDIÈRE (a/s de Louis Saint-Denis)
31, rue Louis-Bazinet, Saint-Charles-Borromée (QC) J6E 2B7
Tél. : (450) 753-4506

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Distribution de lait dans les écoles
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Environ 1 200 élèves/jour ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Charles-Borromée (3 écoles)
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Commission scolaire - Dons
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$
Partenaires dans les activités :	Commission scolaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

MAISON DES JEUNES LA PIAULE (a/s de Catherine-Julie Lanctôt)
216, rue Saint-Marc, Joliette (QC) J6E 5H5
Tél. : (450) 753-2888

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Maison de jeunes, prévention chez les 12-17 ans
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Collations pour jeunes (atelier-bouffe) Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 30 à 40 personnes/année ; 25 % de filles
Territoire desservi :	Municipalité de Joliette
Types d'approche :	Alternative et conventionnelle
Sources de financement des activités :	- À même le budget - Commandites de Moisson Lanaudière
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA MANNE QUOTIDIENNE (a/s de Véronique Matteau)
1180, boul. Manseau, Joliette (QC) J6E 2G8
Tél. : (450) 755-6078 / Téléc. : (450) 755-2231

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 1 900 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Joliette
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Centraide Lanaudière - SACA - Dons des particuliers - Usagers : 15 \$/année
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Regroupement des assistés sociaux - L'Évêché (par la pastorale) - Fondation Richelieu - Société Saint-Vincent-de-Paul
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

MOISSON LANAUDIÈRE (a/s de Sylvie Boucher)
735, rue Notre-Dame, Joliette (QC) J6E 3J5
Tél. : (450) 755-6049 / Téléc. : (450) 755-4143 / Courriel : moisson@megacom.ca

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Insertion sociale
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Dépannage alimentaire Autre : Préparations alimentaires pour vente ou distribution
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 4 600 ménages ou 14 000 personnes/mois ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Levées de fonds (golf) - SACA - Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Fédération des banques alimentaires
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE CRABTREE (a/s de M. Venne)
185, 1^{ère} avenue, Crabtree (QC) J0K 1B0
Tél. : (450) 754-2386

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 50 ménages/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Crabtree
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Guignolée - Municipalité - Caisse populaire - Chevaliers de Colomb - Bonichoix Lapointe
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Guignolée - Municipalité - Caisse populaire - Chevaliers de Colomb - Bonichoix Lapointe
Perception de l'implication dans le développement social :	Non précisé
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

LA SOUPIÈRE JOLIETTE LANAUDIÈRE (a/s de Isabelle Bazinet)
712, rue de Lanaudière, C.P. 114, Joliette (QC) J6E 3Z3
Tél. : (450) 755-6616 / Téléc. : (450) 755-3661 / Courriel : lasoupière@sympatico.ca

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Préparations alimentaires pour vente et distribution de repas Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 10 621 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Centraide Lanaudière - Firestone - SACA - Dons de particuliers
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	- Épiceries de Joliette - Certains restaurants - Certaines boucheries
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA TABLÉE (a/s de Rosaire Lefebvre)
330, rue Papineau, Joliette (QC) J6E 2K7
Tél. : (450) 759-1035

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Préparations alimentaires pour vente et distribution de repas Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 4 500 repas de septembre à juin ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Municipalités de Joliette, Saint-Charles-Borromée et Notre-Dame-des-Prairies
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Paroisse Le Christ-Roi - Centraide Lanaudière - Donateurs
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Fabrique (locaux, électricité) - Bénévoles
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

CUISINES COLLECTIVES LA JOYEUSE MARMITE (a/s de Nicole Fortin)

***Partenaires avec Mairaines Coup de pouce**

50 Thouin, Repentigny (QC) J6A 4J4

Tél. : (450) 581-0468 / Résidence : (450) 585-0081

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Préparations alimentaires pour vente ou distribution
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 25 ménages ou 60 personnes/mois ; 95 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de L'Assomption
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- CLSC - Clubs sociaux - Députés - Fonds de lutte à la pauvreté - Fonds jeunesse - Livre de recettes
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	- CLSC - Société Saint-Vincent-de-Paul - Moisson Lanaudière et Première Moisson - Provigo - Club Lions
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE PAUL-ARSENEAU (a/s de Louise Labonté, infirmière)
170, boul. Hector-Papin, L'Assomption (Qc) J5W 3L1
Tél. : (450) 492-3558, poste 2608 / Téléc. : (450) 589-6562

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (collations)
Types de clientèles visées :	Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 2 à 10 personnes/semaine ; plus de filles que de garçons
Territoire desservi :	Municipalités de Charlemagne, Repentigny (secteur Le Gardeur), L'Épiphanie, Saint-Sulpice, L'Assomption et Terrebonne.
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	Dons de la communauté
Niveau de financement des activités :	Aucun
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE SAINT-GUILLAUME, MGR MONGEAU (a/s de Luce Forest, présidente du comité de la collation)
81, rue Des Sulpiciens, L'Épiphanie (Qc) J5X 2Y2
Tél. : (450) 588-4537

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Préparations alimentaires pour distribution (galettes pour collations)
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Environ 960 élèves/année, filles et garçons
Territoire desservi :	Municipalité de L'Épiphanie
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Bénévolat
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	- Marchands de L'Épiphanie - Organismesb communautaires - Club Optimiste - Caisse populaire - Parents - Service bénévole - Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Faible
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

FIN À LA FAIM (a/s de Colette Thibault)
165, Sainte-Marie, Charlemagne (QC) J5Z 4A7
Tél. : (450) 654-3871 / Téléc. : (450) 582-8079

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aide matérielle occasionnelle (réfrigérateur)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 1 000 personnes/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Levées de fonds - Tournois de pétanque et de golf des pompiers - Vente de chandails - Théâtre
Niveau de financement des activités :	25 000 \$ à 34 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Municipalité (prêt de local) - Épicerie (don d'un camion) - Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

POPOTE DU PORTAGE (a/s de Pierrette Turenne)
440, boul. L'Ange-Gardien (Local des scouts), L'Assomption (QC) J5W 1S7
Tél. : (450) 589-3154

Type d'organisme :	Organisme communautaire non reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Popote roulante Autre : Préparations alimentaires pour vente ou distribution
Types de clientèles visées : (On a inscrit critères 70 ans et plus ou personnes en besoin ponctuel)	- Des familles sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées ; critère : 70 ans et plus ou personnes en besoin ponctuel)
Personnes rejointes :	Environ 20 ménages ou 30 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de L'Assomption et de Saint-Sulpice
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Autofinancement - Les gens paient pour les repas - Fonds de lutte à la pauvreté
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$ (pour le salaire de la cuisinière)
Partenaires dans les activités :	Agriculteurs de la région (don de légumes)
Perception de l'implication dans le développement social :	Nulle
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

PROGRAMME OLO (œuf - lait - orange) (a/s de Carol Arseneault du CLSC Meilleur)
193, rue Notre-Dame, Le Gardeur (QC) J5Z 3C4
Tél. : (450) 654-2572

Type d'organisme :	Établissement public du réseau sociosanitaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Éducation au rôle parental - Suivi individuel et de groupe (information sur la grossesse et la santé)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Éducation, coupons pour épicerie
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 80 ménages ou 80 personnes/année ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de L'Assomption
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Levées de fonds locales (Rally auto) - Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) - Société Saint-Vincent-de-Paul (système de coupons, pas d'argent)
Niveau de financement des activités :	Non disponible
Partenaires dans les activités :	- Jean Coutu (dons de vitamines) - Fondation OLO - Société Saint-Vincent-de-Paul
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SERVICE BÉNÉVOLE COMTÉ L'ASSOMPTION (a/s de Marie-Noëlle Guédon)

50, rue Thouin, Repentigny (QC) J6A 4J4

Tél. : (450) 581-5033 / Courriel : sbca@belnet.ca

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Maintien à domicile - Accompagnement transport - Centre communautaire pour personnes âgées - Centre d'action bénévole
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 75 à 150 personnes/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de L'Assomption
Types d'approche :	Alternative et conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Vente de tourtières et de pâtés - Dons de denrées - Centraide Lanaudière - Cuisine collective (2 \$/personne à chaque présence)
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Dons d'épicerie
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL – CONFÉRENCE DE CHARLEMAGNE (a/s de Aline Longchamp)
19, rue Notre-Dame, Charlemagne (QC) J5Z 1Y5
Tél. : (450) 582-6611 / (450) 582-8249 (prés.) / (450) 654-4199 (presbytère pour information)

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 240 ménages/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Charlemagne
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Guignolée
Niveau de financement des activités :	Non disponible
Partenaires dans les activités :	Société Saint-Vincent-de-Paul (Repentigny)
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE L'ÉPIPHANIE (a/s de Denise Bernard)
133, rue Notre-Dame, L'Épiphanie (QC) J0K 1J0
Tél. : (450) 588-3701 / (450) 588-2422

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Distribution de vêtements, vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 156 ménages ou 437 personnes à Noël ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de L'Épiphanie et de Sainte-Maire-Salomé
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Guignolée - Dons de commerces - Club Optimiste - Chevaliers de Colomb - Caisse populaire - Pompiers - Municipalité - Député
Niveau de financement des activités : (P.S. : normalement aucune source)	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL - CONFÉRENCE SAINT-GÉRARD-MAJELLA (a/s de Daniel Paquette)
2740, Route 343, Saint-Gérard-Majella (QC) J5Z 3C4
Tél. : (450) 588-7934

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire, vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Dépannage alimentaire Autre : Cuisine collective (à venir)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 100 ménages ou 400 personnes/année ; 70 % de femmes
Territoire desservi :	L'ancienne municipalité de Saint-Gérard-Majella, maintenant incorporée dans la nouvelle ville de l'Assomption
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Dons
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$
Partenaires dans les activités :	- La Fabrique (prêt du local) - Dons de compagnies
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL - CONFÉRENCE SAINT-PAUL DE L'ERMITE (a/s de M. Dupras)
380, boul. Lacombe, Le Gardeur (QC) J5Z 1N6
Tél. : (450) 585-0319 / Téléc. : (450) 585-2798

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire, vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 200 ménages ou 540 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Le Gardeur
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Vente de vêtements et de meubles
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE SAINT-SULPICE (a/s de Jean Nil Ouellet)
161, rue Landreville, Saint-Sulpice (QC) J5W 4E3
Tél. : (450) 589-2422

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Références pour femmes battues - Orientation, aide générale - Vêtements, vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Dépannage alimentaire (paniers et bons d'achat) Autre : OLO, lait maternisé
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 234 personnes/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Sulpice
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Quête une fois par année dans toutes les maisons - Guignolée - Municipalité - Jeunesse au Soleil
Niveau de financement des activités : (P.S. : normalement aucune source)	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Marché Saint-Sulpice - Pharmacie
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

LES AMIS D'ÉMÉLIE (a/s de Irène Arbour ou du presbytère)
350, rue Principale, Sainte-Émélie-de l'Énergie (QC) J0K 2K0
Tél. : (450) 886-2093

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Dépannage alimentaire (paniers de Noël) Autre : Bons d'épicerie Bonichoix
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 35 ménages ou 100 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	La municipalité de Saint-Émélie-de-l'Énergie
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Dons locaux - Vente de vêtements
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Bonichoix - Presbytère - Caisse populaire - Commerçants locaux
Perception de l'implication dans le développement social :	Nulle
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LES AMIS DE MARIE INC. DE SAINT-CÔME (a/s de Cécile Baillargeon)
1250, rue Alphonse-Marion, Saint-Côme (QC) J0K 2B0
Tél. : (450) 883-5535

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire, vente de meubles, etc.
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 50 ménages ou 145 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Côme
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Vente au comptoir vestimentaire - Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

BANQUE ALIMENTAIRE (a/s de Marielle Lord)
525, rue Principale, L'Arche-du-Nord, Saint-Donat (Qc) J0T 2C0
Tél. : (819) 424-2839

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire - Popote roulante (projet)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 106 ménages ou 500 personnes/année ; 70 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Donat
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Aucune
Niveau de financement des activités :	Aucun
Partenaires dans les activités :	Chevaliers de Colomb
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE ARC-EN-CI-ELLE (a/s de Annie Lefèbvre)
141, rue Saint-Jacques, Saint-Michel-des-Saints (QC) J0K 3B0
Tél. : (450) 833-5282 / Téléc. : (450) 833-1240 / Courriel : cqecei@qc.aira.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Centre de femmes
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Groupe ou coopérative d'achats de nourriture
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Michel-des-Saints, Saint-Zénon et Saint-Guillaume Nord (T.N.O.)
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Dons - RRSSS - Participantes à la cuisine collective
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

CENTRE COMMUNAUTAIRE BÉNÉVOLE MATAWINIE (a/s de Robert Beuparlant, d.g. ou de Lucien Barre, prés.)

562, rue de l'Église, C.P. 298, Chertsey (QC) J0K 3K0

Tél. : (450) 882-1089 / Téléc. : (450) 882-1084 / (888) 882-1086 / Courriel : ccbm@com.org

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Maintien à domicile - Centre d'action bénévole - Centre communautaire pour aînés
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Support technique pour les organismes en sécurité alimentaire Autre : Popote roulante
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 8 000 services/année ; pourcentage de femmes inconnu
Territoire desservi :	Toute la MRC de Matawinie
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Aucune - Ça dépend des organismes membres
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Regroupement bénévole de Montcalm - Groupe d'entraide et d'amitié Saint-Alphonse - Centre de jour de Saint-Alphonse-de-Rodriguez
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

COMPTOIR ALIMENTAIRE DE LA HAUTE-MATAWINIE (a/s de Gaëlle Veillette)
401, rue Brassard, Saint-Michel-des-Saints (QC) J0K 3B0
Tél. : (450) 833-2174

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des enfants, des adolescents des adultes et des personnes âgées vivant seules
Personnes rejointes :	Environ 2 071 ménages/année ; 45 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Michel-des-Saints, Saint-Zénon et Saint-Guillaume Nord (T.N.O.)
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - SACA - Activités d'autofinancement - Chevaliers de Colomb - Caisse populaire - Contribution des membres - Dons privés - Ministre des Finances du Québec
Niveau de financement des activités :	25 000 \$ à 34 999 \$
Partenaires dans les activités :	La Fabrique (location de salle)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LES CUISINES COLLECTIVES DE MATHA (a/s de Diane Gervais)
2, rue Principale, Saint-Jean-de-Matha (QC) J0K 2S0
Tél. : (450) 886-1944

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Buffet (autofinancement)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents et adultes)
Personnes rejointes :	Environ 180 ménages/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Mélanie, Sainte-Béatrix et Sainte-Émélie-de-l'Énergie
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - SACA
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Centre de femmes - Défi-Famille - Maison des jeunes - Oeuvre de la pastorale - CLSC
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE AMI-SOLEIL (a/s de François Morin)
501, rue Adèle-Deschesnes, Sainte-Émélie-de-l'Énergie (Qc) J0K 2K0
Tél. : (450) 886-2289

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (3 fois par semaine)
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie
Types d'approche :	Non précisé
Sources de financement des activités :	Autofinancement (collecte de fonds, vente de barres de chocolat)
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE BERNÈCHE (a/s de François Morin)
239, du Collège, Saint-Jean-de-Matha (Qc) J0K 2S0
Tél. : (450) 886-3811

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Enseignement - Dépannage vestimentaire exceptionnel (souliers)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire (lunchs)
Types de clientèles visées :	- Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Tous les élèves de l'école « sans discrimination », filles et garçons
Territoire desservi :	Municipalités de Sainte-Émélie-de-l'Énergie et Saint-Jean-de-Matha
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	Autofinancement (levée de fonds)
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	- Les Filles d'Isabelle - Différentes associations (galettes de la réussite de fin octobre à fin mai)
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE SECONDAIRE DES CHUTES (a/s de Claude Gélinas)
3144, 18^e avenue, Rawdon (Qc) J0K 1S0
Tél. : (450) 834-2558, poste 223

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Préparations alimentaires pour distribution (collation en avant-midi)
Types de clientèles visées :	Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 350 à 400 personnes ; filles et garçons
Territoire desservi :	Municipalités de Rawdon, Saint-Côme, Saint-Alphonse-de-Rodriguez et Sainte-Marcelline-de-Kildare
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Service de cafétéria, - MESS - MÉQ
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

FONDS D'AMITIÉ DE SAINT-ÉMILE-D'ENTRELACS (a/s de Robert Perrault, prés.)
1320, chemin d'Entrelacs, Sainte-Marguerite-Estérel (QC) J0T 1L0
Tél. : (450) 228-3564 / Téléc. : (450) 228-1208

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus, femmes seulement (enfants, adolescentes, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 20 familles et individus/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité d'Entrelacs
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Dons - Parti québécois - Soirée bénéfique - Guignolée
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Salle Gariépy (Mme Gariépy)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

**FONDS DE DÉPANNAGE JOLIMONT, Points de service de Saint-Jean-Matha
et de Saint-Michel-des-Saints (a/s de Michel Saint-Louis)
105, rue Principale, Saint-Jean-de-Matha (QC) J0K 2S0
Tél. : (450) 886-3861 / Téléc. : (450) 886-0105**

Type d'organisme :	Établissement public du réseau sociosanitaire (CLSC)
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Médicaments - Transport
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Jean-de-Matha, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Béatrix, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, Saint-Zénon et Saint-Michel-des-Saints
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - Dons privés
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Cuisine collective - Groupe d'achats - Organismes communautaires du secteur
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

FONDS DE DÉPANNAGE ET PETITS PRÊTS CHERTSEY (a/s de Ginette Laflamme ou de Diane Ducharme)
485, rue Dupuis, Chertsey (QC) J0K 3K0
Tél. : (450) 882-2488

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Aide financière en bons de 50 \$ valides dans le supermarché pour de la nourriture seulement
Types de clientèles visées :	Information non disponible
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Non précisé
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	Non précisé
Perception de l'implication dans le développement social :	Non précisé
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

GROUPE LES MONTAGNARDS DE CHERTSEY (a/s de Christine Fortin)
623, de L'Église, C.P. 211, Chertsey (QC) J0K 3K0
Tél. : (450) 886-1863 / Téléc. : (450) 882-1084

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir vestimentaire - Éducation populaire - Clinique d'impôts
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Repas communautaires
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 40 ménages/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Chertsey
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - Comptoir vestimentaire - Repas communautaires (les gens donnent le montant qu'ils veulent le vendredi soir)
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	CCBM (paniers de Noël)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA RUCHE SAINT-DAMIEN, INC. (a/s de Mariette Lavallée ou de Rolland Roberge)

Coordonnées de M. Lavallée : 4189, rue des Brises, Saint-Damien (QC) J0K 2E0

Tél. : (450) 835-4471

Coordonnées de R. Roberge : 6925, rue Principale, Saint-Damien (QC) J0K 2E0

Tél. : (450) 835-9228 / 835-2410 / Téléc. : (450) 835-5989

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Vente de meubles et de vêtements - Formation (ex. : violence aux aînés, budget)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Cuisine collective - Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 125 ménages/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Damien
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - Caisse populaire - Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

MAISON DE PARENTS DE RAWDON (a/s de Michelle Eaton-Lusignan)
3625, rue Queen, # 2, Rawdon (QC) J0K 1S0
Tél. : (450) 834-5179

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Activités familiales
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 100 ménages ou 300 personnes/année ; 95 % de femmes
Territoire desservi :	L'ouest de la MRC de Matawinie
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	MESS
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Entreprises privées - Organismes communautaires
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

OEUVRE DU TOIT DE BETHLÉEM DE RAWDON (a/s de Marc Leblanc ou de Mme Bovet)**3317, 3^e avenue, Rawdon (QC) J0K 1S0****Tél. : (450) 834-7304 / Téléc. : (450) 834-8181**

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 3 120 ménages/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	22 municipalités, dont Saint-Alphonse-de-Rodriguez, Saint-Lin-Laurentides et Saint-Côme
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Dons privés
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Épiceries - Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

PROVISION COMPASSION (a/s de Sarah Doiron)
3553, rue Queen, Rawdon (QC) J0K 1S0
Tél. : (450) 834-4958

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Vente de vêtements, écoute, dépendance, AA, etc.
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles à faible revenu avec enfants - Des individus à faible revenu (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 100 familles ou 200 adultes par année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Donat, Sainte-Julienne, Saint-Esprit, Chertsey et Sainte-Mélanie
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	4 \$ par personne pour la nourriture
Niveau de financement des activités :	Autofinancement
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE SAINT-FÉLIX (a/s de Rachel Charette)
4650, rue Principale, Saint-Félix-de-Valois (QC) J0K 2M0
Tél. : (450) 889-5901

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Bons épicerie IGA
Types de clientèles visées :	- Des familles à faible revenu avec enfants - Des individus à faible revenu (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 20 personnes/mois ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Saint-Félix-de-Valois et de Saint-Cléophas-de-Brandon
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Vente de vêtements
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- IGA Saint-Félix - Paroisse - Chevaliers de Colomb
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

SŒURS HOSPITALIÈRES (a/s de Simone Pepin)
1860, Montée de la réserve, Notre-Dame-de-la-Merci (QC) J0T 2A0
Tél. : (819) 424-3057

Type d'organisme :	Organisme religieux
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Distribution occasionnelle de vêtements
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (paniers)
Types de clientèles visées :	- Des familles (avec ou sans enfants) - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 25 à 26 ménages/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	1 \$ à 2 \$ par personne
Niveau de financement des activités :	Non précisé
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Moyenne
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

SOLIDARITÉ SOCIALE DE RAWDON (a/s de Mary Ménard)
3625, rue Queen, Porte # 2, Rawdon (QC) J0K 1S0
Tél. : (450) 834-4911 / Téléc. : (450) 834-5008

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir vestimentaire, vente de meubles et de livres - Formation - Café-rencontre
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Cuisine collective Autres : - Dépannage alimentaire - Repas communautaires et café
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 1 200 services/année ; 45 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Rawdon
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - SACA - Moisson Lanaudière - Programme SOC de la RRSSS - Subvention
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LES AILES DE L'ESPOIR (a/s de Pierrette Bélair Tremblay)
6292, rue Principale, Saint-Calixte (QC) J0K 1Z0
Tél. : (450) 222-3923

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir vestimentaire, vente de meubles - Impôts
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire - Cuisine collective - Préparations alimentaires pour vente ou distribution (galettes) - Épicerie partage
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 65 ménages ou 260 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Calixte
Types d'approche :	Alternative et conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Député - Subventions
Niveau de financement des activités :	10 000 \$ à 14 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Traiteur (galettes) - Bonichoix
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ASSOCIATION CARREFOUR FAMILLE MONTCALM (a/s de Henri Thibodeau)
197, rue Industriel, Saint-Lin-Laurentides (QC) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-2669 / Téléc. : (450) 439-8763 / Courriel : acfm.montcalm@qc.aira.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Aide globale à la famille - Toxicomanie (indirectement) - Stimulation précoce - Suivi de parents
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Nutrition des femmes enceintes, bonne alimentation, préparation d'aliments pour bébé Autre : Cuisine collective
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 1 000 ménages ou 4 800 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Montcalm
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	PNCP avec le CLSC et le centre d'entraide familiale Saint-Lin-Laurentides
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- CLSC/CHSLD de Montcalm - Centre d'entraide familiale Saint-Lin-Laurentides
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE DE FEMMES MONTCALM (a/s de Hélène Lapointe ou de Monique Dallaire)
376, rue Saint-Isidore, C.P. 908, Saint-Lin-Laurentides (QC) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-6446 / Téléc. : (450) 439-7663

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Services divers aux femmes, secondaire V - Assistance-accompagnement juridique
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 25 ménages ou 100 personnes/année ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Montcalm
Types d'approche :	Non précisé
Sources de financement des activités :	- Programme SOC de la RRSSS - Centraide Lanaudière - Dons - Participantes - Autofinancement
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Commerces locaux
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE CARREFOUR DES LACS
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
145, Côte Saint-Ambroise, Saint-Lin-Laurentides (Qc) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-5434

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des Individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Lin-Laurentides
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE DE L'ARC-EN-CIEL
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
255, 14^e avenue, Saint-Lin-Laurentides (Qc) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-3138

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Lin-Laurentides
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE DE L'AUBIER
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
250, chemin Saint-Stanislas, Saint-Lin-Laurentides (Qc) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-5335

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Lin-Laurentides
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE L'OISEAU BLEU
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
670, rue Archambault, Saint-Lin-Laurentides (Qc) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-3554

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE SIR-WILFRID-LAURIER
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
265, 16^e avenue, Saint-Lin-Laurentides (Qc) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-2016

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des Individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Lin-Laurentides
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

COMITÉ D'ACTION PAROISSIALE DE SAINT-ROCH (a/s de Ginette Locas ou de Louise Duclos)
1188, rue Principale (sous-sol de l'église), Saint-Roch-de-l'Achigan (QC) J0K 3H0
Tél. : (450) 588-5978

Type d'organisme :	Organisme communautaire non reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Comptoir vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (paniers/bons d'achat)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 55 ménages ou 220 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Guignolée - Le MÉQ donne une enveloppe à Noël
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

COMPTOIR ALIMENTAIRE SAINT-LIGUORI (a/s de Claire Marsolais)
991, rang Montcalm, Saint-Liguori (QC) J0K 2X0
Tél. : (450) 756-0211

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 31 ménages ou 115 personnes/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Liguori
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Une personne du comté de Joliette ramasse des cannettes et des bouteilles
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Des agriculteurs donnent des légumes
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Faible

CUISINES COLLECTIVES SAINT-JACQUES (a/s de Lisette Derome)
55, rue Piette, Saint-Jacques (QC) J0K 2R0
Tél. : (450) 839-2681 / Téléc. : presbytère

Type d'organisme :	Organisme communautaire non reconnu par la RRSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir vestimentaire - Galettes pour l'école Saint-Louis-de-France - Banque alimentaire (1 fois/mois)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Cuisine collective Autre : Préparations alimentaires pour distribution
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants et adultes)
Personnes rejointes :	Environ 40 ménages ou 440 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Jacques
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Revenus du comptoir vestimentaire - Les participants défraient un petit montant
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

ÉCOLE SECONDAIRE HAVRE-JEUNESSE (a/s de Robert Philibert)
2175, Place-Malo, Sainte-Julienne (QC) J0K 2T0
Tél. : (450) 758-3570, poste 3108 / Téléc. : (450) 831-1152

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Enseignement - Aide vestimentaire
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (déjeuners gratuits)
Types de clientèles visées :	Des familles (via des adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 400 familles/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Rawdon, Chertsey, Sainte-Julienne, Entrelacs et Saint-Calixte
Types d'approche :	Non précisé
Sources de financement des activités :	- CLSC - MESS - MÉQ
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

FONDS DE DÉPANNAGE CLSC/CHSLD de MONTCALM (a/s de Pierre Larouche ou de Pauline Girard)
110, rue Saint-Isidore, Saint-Esprit (QC) J0K 2L0
Tél. : (450) 839-3676 / Téléc. : (450) 839-6603

Type d'organisme :	Établissement public du réseau sociosanitaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Non précisé
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : Dépannage alimentaire Autre : Référence, organisation aux organismes
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 15 personnes/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Montcalm
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

GROUPE D'INFORMATION ET DE DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX (G.I.D.D.S.) (a/s de Géraldo Ghetti)
2446, rue Cartier, Sainte-Julienne (QC) J0K 2T0
Tél. : (450) 831-4825 / Téléc. : (450) 831-2118

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) - Femmes battues - Actes criminels
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Cuisine collective
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 2 000 ménages/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Montcalm
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- RRSSS - SACA
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Carrefour Jeunesse Emploi - Moisson Lanaudière
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LA GUIGNOLÉE (a/s de Claire Marsolais)
991, rang Montcalm, Saint-Liguori (QC) J0K 2X0
Tél. : (450) 756-0211

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire (bons d'achat, paniers) - Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 31 ménages ou 115 personnes/année ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Liguori
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Guignolée
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Personnes bénévoles
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

POPOTE MONTCALM MATAWINIE (a/s de Jeanne Pouliot ou de Line Sauriol)
27, rue Saint-Louis, Saint-Esprit (QC) J0K 2L0
Tél. : (450) 839-3118 / Téléc. : (450) 839-3440 / Courriel : equipe@rbmontcalm.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour vente et distribution - Popote roulante
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 100 ménages ou 200 personnes/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC de Montcalm
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Autofinancement (achat - revente) - RRSSS (maintien à domicile)
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Centre communautaire bénévole de Matawinie - Regroupement bénévole de Montcalm (RBM)
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

SAINT-ALEXIS (CENTRAIDE) (a/s de Monique Talbot et le secrétaire de la municipalité ou de Rémy Lanoue)
237, rue Principale, Saint-Alexis (QC) J0K 1T0
Tél. : (450) 839-7277 (R. Lanoue) / (450) 831-2939 (M. Talbot)

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 2 ménages ou 5 personnes/année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Alexis
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière (habituellement) - Député
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Faible
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

SERVICES D'ENTRAIDE SAINT-LIN-LAURENTIDES INC. (a/s de Lise Jalbert)
532, rue Saint-Joseph, C.P. 758, Saint-Lin-Laurentides (QC) J0R 1C0
Tél. : (450) 439-2218 / Téléc. : (450) 439-2218 / Courriel : ses@com.org

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Comptoir alimentaire, vente de meubles - Alphabétisation - Aide-amitié - Service d'accompagnement transport - Prêt d'équipement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Cuisine collective Autres : - Dépannage alimentaire - Préparations alimentaires pour vente ou distribution (boîtes à lunch) - Épicerie coopérative (partage)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 335 ménages ou 900 personnes/année ; 75 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Saint-Lin-Laurentides
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Comptoir vestimentaire - Cotisation lors d'achats (10 % de l'épicerie) - Campagne de financement de bouffe cuisinée vendue
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	La compagnie Maxi Poultrie qui aide pour les cuisines
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL, Point de service conférence de Sainte-Julienne (a/s de Raymond Dinelle)
2389, rue Cartier, Sainte-Julienne (QC) J0K 2T0
Tél. : (450) 831-8207

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Vente de vêtements et vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Dépannage alimentaire Autres : - Groupe ou coopérative d'achat de nourriture - Préparations alimentaires (à venir)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 75 ménages ou 225 personnes/année ; 50 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalités de Sainte-Julienne, Saint-Esprit et Saint-Alexis
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Guignolée - Soirées bénéfiques - Vente de meubles et vêtements - RRSSS
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	- Moisson Lanaudière - Groupe d'achat avec Les Ailes de l'espoir - Carrefour famille Saint-Lin
Perception de l'implication dans le développement social :	Faible
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

ASSOCIATION OLO DES MOULINS (a/s de Lily Trottier)
1317, rue Des Seigneurs, Terrebonne (QC) J6W 5B1
Tél. : (450) 471-6583

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Favoriser le contact entre les mamans, briser l'isolement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : OLO du CLSC, bons d'achat Autre : Préparations alimentaires pour vente ou distribution
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adolescents et femmes)
Personnes rejointes :	230 femmes/année ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Tout le territoire du CLSC Lamater
Types d'approche :	Alternative et conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Députés de Masson et de Terrebonne - Ressources locales
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

CENTRE D'ENTRAIDE DE MASCOUCHE (a/s de Solange Bérard)
3320, rue Sainte-Marie, Mascouche (QC) J7K 1N4
Tél. : (450) 474-6588 / Téléc. : (450) 474-6588

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Magasin, vente de vêtement, etc.
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Bons d'achat de nourriture
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 150 ménages, ou 450 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Municipalité de Mascouche (centre)
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	Les recettes du magasin permettent d'offrir des bons
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

CENTRE L'ENVOLEE (a/s de Danielle Umbriaco, titulaire, et Michel Goudreau, directeur)
400, Montée Dumais, Lachenaie (Qc) J6W 5W9
Tél. : (450) 492-3745 / Téléc. (450) 471-7784

Type d'organisme :	Institution scolaire
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour vente à prix réduit (1,50 \$ à 2,00 \$ pour déjeuner et dîner)
Types de clientèles visées :	Des individus (adolescents)
Personnes rejointes :	Environ 92 à 106 élèves/semaine ; filles et garçons
Territoire desservi :	Les secteurs Lachenaie et La Plaine de la ville de Terrebonne et la municipalité de L'Assomption
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	L'enseignante
Niveau de financement des activités :	Aucun financement
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CENTRE FAM DES MOULINS (a/s de Marie-Ève Dargis)
502, Langlois, Terrebonne (QC) J6W 4C3
Tél. : (450) 964-5827 / Téléc. : (450) 964-5826 / Courriel : centrefam_desmoulins@hotmail.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Briser l'isolement des femmes - Écoute téléphonique - Consultation juridique
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Cuisine collective (en suspens)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 107 personnes/année (1 420 services) ; 100 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC des Moulins
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Fonds de lutte à la pauvreté - Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Moisson Basses-Laurentides
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC, DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME (a/s de Louise Landry, responsable)
(a/s de Josée Prudhomme, coordonnatrice régionale, au (514) 408-2598)
508, rue Masson, Terrebonne (Qc) J6W 2Z3
Tél. : (450) 492-3605 (école) / (450) 492-2257 (maison)

Type d'organisme :	Organisme sans but lucratif
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Préparations alimentaires pour distribution (déjeuners chauds, complets et nutritifs) - Programme JeunEstime
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Non précisé
Territoire desservi :	Municipalité de Terrebonne
Types d'approche :	Conventionnelle et alternative
Sources de financement des activités :	- Club des petits déjeuners du Québec (via entreprises privées et MESS) - Contribution de 0,30 \$ par enfant chaque matin
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	Comité régional composé de représentants d'entreprises, de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Non précisé

COMITÉ D'AIDE LACHENOIS (a/s de Suzanne Pagé)
1325, rue Dollard, Lachenaie (QC) J6W 4L3
Tél. : (450) 964-0360

Type d'organisme :	Organisme communautaire légalement constitué
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Vente de vêtements, de meubles et de jouets
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 150 ménages/année ; 90 % de femmes
Territoire desservi :	Paroisses de Saint-Charles, de Lachenaie
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Tournoi de golf - Barrage routier - Guignolée - Dons - Club Optimiste - Scouts - Municipalité
Niveau de financement des activités :	15 000 \$ à 24 999 \$
Partenaires dans les activités :	- Caisse populaire - Cols bleus - IGA - Local
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

ÉCOLE SAINT-LOUIS (a/s de Thérèse Martin, chargée de projet aux collations)
539, rue Saint-Sacrement, Terrebonne (QC) J6W 3E5
Tél. : (450) 492-3611, poste 5553, 2677

Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Enseignement
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Préparations alimentaires pour vente et distribution (collations : yogourt, pomme, céleri ou biscuit soda et fromage)
Types de clientèles visées :	Des individus (enfants)
Personnes rejointes :	Environ 750 personnes/année ; une majorité de familles monoparentales ; pourcentage de filles non précisé
Territoire desservi :	Municipalités de Terrebonne et de Mascouche
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Dépenses annuelles de 7 000 \$ assumées sans aucun soutien (sauf participation de 0,05 \$ demandée pour les collations)
Niveau de financement des activités :	Aucun
Partenaires dans les activités :	- Industries - Commerces - Sollicitation de dons - Club Optimiste - Fondation depuis 3 ans - Fondation Bon matin
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

FONDS DE DÉPANNAGE DU CLSC LAMATER (a/s de Michèle Côté-Leclerc)
1317, boul. Des Seigneurs, Terrebonne (QC) J6W 5B1
Tél. : (450) 471-2907 / Téléc. : (450) 471-7134

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aide de dernier recours
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec enfants - Des individus (groupes d'âges non précisés)
Personnes rejointes :	Environ 60 ménages ou 147 personnes/année ; % de femmes non précisé
Territoire desservi :	Toute la MRC des Moulins
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Laurentides - Centraide Lanaudière
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

LES ŒUVRES DE GALILÉE (a/s de Brigitte Roy)
663, rue Saint-Pierre, Terrebonne (QC) J6W 1C9
Tél. : (450) 492-9442 ou 492-8404 / Courriel : terga@aol.com

Type d'organisme :	Organisme communautaire en voie d'être reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Prévention de l'itinérance - Réinsertion sociale (santé mentale, détenus) - Vente de meubles
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire (paniers de Noël, complément alimentaire) - Popote roulante - Soupe populaire (2 \$)
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants référés par le CLSC, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Environ 1 060 ménages ou 4 000 personnes/année ; 91 % de femmes
Territoire desservi :	Paroisses de Saint-Louis-de-France, Esther-Blondin et Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de Terrebonne
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	- Centraide Laurentides - Club Lions de Terrebonne - Campagne d'autofinancement
Niveau de financement des activités :	35 000 \$ et plus
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

PARENFANT DE MASCOUCHE (a/s de Josée)
877, Chemin des Anglais, Mascouche (QC) J7Z 3R5
Tél. : (450) 968-0735 / Téléc. : (450) 968-2257

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	- Sésame (estime de soi, confiance en soi, droit de parole) - Consultation budgétaire - Clinique d'impôts - Analyse transactionnelle - Yape (personne de parfait)
Types d'activités en sécurité alimentaire :	La principale : - Dépannage alimentaire Autres : - Cuisine collective - Groupe ou coopérative d'achat de nourriture
Types de clientèles visées :	Des familles avec enfants
Personnes rejointes :	Environ 300 ménages ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la MRC des Moulins
Types d'approche :	Alternative
Sources de financement des activités :	Subventions gouvernementales
Niveau de financement des activités :	Non disponible
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Moyenne

PAROISSE DE SAINT-BENOÎT (a/s de Alain Michaud)
712, chemin Pincourt, Mascouche (QC) J7L 2W7
Tél. : (450) 477-1721 / Téléc. : (450) 477-4924

Type d'organisme :	Organisme de charité
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	- Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (adultes)
Personnes rejointes :	Environ 62 ménages, plus de 100 personnes/année ; 80 % de femmes
Territoire desservi :	La paroisse de Saint-Benoît, dans Mascouche
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Guignolée - Dons
Niveau de financement des activités :	0 \$ à 4 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Nulle

LE PAVILLON DU PARTAGE (a/s de Lise Gélinas ou de Lucille)
2952, chemin Sainte-Marie, Mascouche (QC) J7K 1N7
Tél. : (450) 474-1381

Type d'organisme :	Organisme communautaire reconnu par la RRSSS
Autres mandats que la sécurité alimentaire :	Aucun
Types d'activités en sécurité alimentaire :	Dépannage alimentaire
Types de clientèles visées :	- Des familles avec ou sans enfants - Des individus (enfants, adolescents, adultes et personnes âgées)
Personnes rejointes :	Nombres de ménages et de personnes non précisés ; 22 800 services/ année ; 60 % de femmes
Territoire desservi :	Toute la région de Lanaudière
Types d'approche :	Conventionnelle
Sources de financement des activités :	- Centraide Lanaudière - Municipalité - Maire - Parti québécois
Niveau de financement des activités :	5 000 \$ à 9 999 \$
Partenaires dans les activités :	Aucun
Perception de l'implication dans le développement social :	Importante
Perception de l'implication dans la concertation communautaire :	Importante

BIBLIOGRAPHIE

BÉGIN, Claude, Lise OUELLET et Céline POISSANT. *Programme de subvention de projets en matière de sécurité alimentaire (2002-2004), Cadre régional de gestion*, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, 23 décembre 2002, 31 p.

BÉGIN, Claude et Lise OUELLET. *Développement social, développement des communautés et sécurité alimentaire*, Présentation réalisée dans le cadre de la Rencontre des promoteurs de projets à Repentigny et Saint-Esprit, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, janvier 2003, 10 p.

CADIEUX, É. *Quelques indicateurs de la pauvreté. Région de Lanaudière et sous-régions. Tableaux de bord*, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de connaissance/surveillance/recherche/évaluation, avril 2001.

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC. *Dossier de présentation*, Boucherville, 2003, 9 p. plus annexes (8 p. de coupures de presse).

CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL. *Le progrès des enfants au Canada 2002*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 2002, 76 p.

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL, *Revenus de bien-être social 2002*, Ottawa, ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, printemps 2003, 62 p.

GUILLEMETTE, A., J. BRASSARD, G. MARQUIS, É. CADIEUX, L. LEMIRE, M. GONEAU, B.S. LECLERC, J. BÉLISLE (coll.) et K. CHARBONNEAU (coll.). *Où en est la santé dans Lanaudière? Principaux résultats de l'Enquête sociale et de santé 1998*, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de la santé publique, Service de connaissance/surveillance/recherche/évaluation, 2001, 271 p.

INSPQ. *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés*, Québec, sous la coordination de Julie Lévesque, Avril 2002, 50 p.

LEMIRE, L. *Persistance des inégalités sociales de santé et de bien-être : un défi pour l'action*, Saint-Charles-Borromée, Direction de la santé publique, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, 2000, 32 p.

MARQUIS, G., et É. CADIEUX. *Projections de la population selon le sexe et l'année d'âge, Région de Lanaudière et sous-régions. 1996 à 2021*, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de la santé publique, Service de connaissance/surveillance/recherche/évaluation, septembre 2000, 202 p.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Cadre de référence. Programme de subvention de projet en matière de sécurité alimentaire*, Québec, Juin 2002, 10 p.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC. *Allocation supplémentaire de fonctionnement, Mesure aide alimentaire (30049)*, Document interne de la direction générale du financement, été 2002, 5 p.

MOUVEMENT D'ACTION DES PERSONNES SANS CHÈQUE DE LANAUDIÈRE. *Document d'information sur les activités*, 1999. 3 p.

PEDNEAULT, R. *Bulletin régional du marché du travail. Région de Lanaudière*. Premier trimestre 1997, Emploi-Québec, Région de Lanaudière, 1997, 34 p.

PEDNEAULT, R. *Bulletin régional du marché du travail. Région de Lanaudière*. Deuxième trimestre 2002, Emploi-Québec, Région de Lanaudière, 2003, 34 p.

ROUFFIGNAT, Joël, Lise DUBOIS, Jean PANET-RAYMOND, Patricia LAMONTAGNE, Sylvie CAMERON et Manon GIRARD. *Agir pour la sécurité alimentaire. Soutenir des pratiques d'intervention favorisant le développement social*, Québec, Département de géographie, Université Laval, Avril 2002, 27 p.

ROUFFIGNAT, Joël, Lise DUBOIS, Jean PANET-RAYMOND, Patricia LAMONTAGNE, Sylvie CAMERON et Manon GIRARD. *De la sécurité alimentaire au développement social. Les effets des pratiques alternatives dans les régions du Québec 1999-2000. Rapport Synthèse*, Québec, Département de géographie, Université Laval, Novembre 2001, 181 p.

SABOURIN, Paul, Roch HURTUBISE, Josée LACOURSE et autres. *Citoyens, bénéficiaires et exclus : usages sociaux et modes de distribution de l'aide alimentaire dans deux régions du Québec : la Mauricie et l'Estrie*, Conseil québécois de la recherche sociale, Janvier 2000, 368 p.

SARLO, C. *Poverty in Canada*. Vancouver, Fraser Institute, 290 p.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête de santé dans les collectivités canadiennes 2000-2001*. Tableaux produits par l'Institut de la Statistique du Québec, 2003.

STATISTIQUE CANADA. *Recensement de 2001*, Tableaux consultés le 9 septembre 2003 au Centre de consultation de Statistique Canada, à Montréal.

STATISTIQUE CANADA. *Recensement de 2001*. En ligne. www.statcan.ca

ANNEXES

Tableau 1
Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu
entre 1991 et 1996 selon le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec (en %)

	1991 N	1996 N	Variation (%)1991-1996
CLSC de Joliette	8 055	11 140	38,3
CLSC Lamater	12 975	18 695	44,1
CLSC D'Autray	5 635	8 065	43,1
CLSC Meilleur	10 470	14 810	41,5
CLSC Montcalm	5 055	8 310	64,4
CSSS de Matawinie	5 770	8 380	45,2
Lanaudière	47 960	69 400	44,7
Le Québec	1 305 190	1 630 880	25,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 2
Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres
(moins de 50 % du seuil de faible revenu)
entre 1991 et 1996 selon le territoire de CLSC, Lanaudière et le Québec (en %)

	1991 N	1996 N	Variation (%)
CLSC de Joliette	2 285	4 010	75,5
CLSC Lamater	4 355	6 875	57,9
CLSC D'Autray	1 730	2 910	68,2
CLSC Meilleur	3 695	5 335	44,4
CLSC Montcalm	1 580	2 930	85,4
CSSS de Matawinie	1 725	2 950	71,0
 Lanaudière	 15 370	 25 010	 62,7
Le Québec	433 015	618 995	43,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 3
Variation du nombre de personnes vivant sous le seuil de faible revenu
selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)

	Lanaudière			Le Québec		
	1991 N	1996 N	Variation (%)	1991 N	1996 N	Variation (%)
Moins de 18 ans	13 505	20 025	48,3	324 100	410 935	26,8
18 à 34 ans	11 570	15 910	37,5	361 140	443 020	22,7
35 à 64 ans	17 130	26 970	57,4	424 260	569 815	34,3
65 ans et plus	5 755	6 495	12,9	195 690	207 110	5,8
Total	47 960	69 400	44,7	1 305 190	1 630 880	25,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.

STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 4
Variation du nombre de personnes considérées comme très pauvres (moins de 50 % du seuil de pauvreté)
selon le groupe d'âge, Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (en %)

	Lanaudière			Le Québec		
	1991 N	1996 N	Variation (%)	1991 N	1996 N	Variation (%)
Moins de 18 ans	4 265	7 370	72,8	109 940	157 775	43,5
18 à 34 ans	4 510	6 700	48,6	145 495	203 445	39,8
35 à 64 ans	6 350	10 645	67,6	168 120	247 840	47,4
65 ans et plus	245	295	20,4	9 460	9 935	5,0
Total	15 370	25 010	62,7	433 015	618 995	43,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991 tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996 tableau R14T0796, 2000.

Tableau 5
Population totale selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)

	1991						1996					
	Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu		Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CLSC de Joliette	2 285	4,7	8 055	16,4	49 115	100,0	4 010	7,8	11 140	21,8	51 160	100,0
CLSC Lamater	4 355	4,8	12 975	14,3	90 420	100,0	6 875	6,7	18 695	18,2	102 560	100,0
CLSC D'Autray	1 730	5,2	5 635	16,8	33 480	100,0	2 910	7,6	8 065	21,0	38 400	100,0
CLSC Meilleur	3 695	4,1	10 470	11,6	90 175	100,0	5 335	5,3	14 810	14,6	101 130	100,0
CLSC Montcalm	1 580	4,9	5 055	15,7	32 125	100,0	2 930	7,8	8 310	22,2	37 375	100,0
CSSS de Matawinie	1 725	5,4	5 770	17,9	32 220	100,0	2 950	7,9	8 380	22,4	37 330	100,0
Lanaudière	15 370	4,7	47 960	14,6	327 535	100,0	25 010	6,8	69 400	18,9	367 955	100,0
Le Québec	433 015	6,4	1 305 190	19,4	6 714 755	100,0	618 995	8,9	1 630 880	23,4	6 973 075	100,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 6
Population âgée de moins de 18 ans selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)

	1991						1996					
	Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu		Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CLSC de Joliette	535	4,3	1 950	15,7	12 390	100,0	1 135	9,2	2 860	23,2	12345	100,0
CLSC Lamater	1 435	5,1	4 165	14,8	28 070	100,0	2 255	7,3	5 920	19,2	30815	100,0
CLSC D'Autray	510	6,1	1 565	18,7	8 355	100,0	910	9,1	2 455	24,7	9950	100,0
CLSC Meilleur	1 050	4,1	3 055	11,8	25 885	100,0	1 430	5,0	4 035	14,2	28350	100,0
CLSC Montcalm	370	4,5	1 340	16,4	8 195	100,0	865	8,8	2 500	25,3	9865	100,0
CSSS de Matawinie	365	5,0	1 430	19,7	7 255	100,0	775	9,3	2 255	27,0	8345	100,0
Lanaudière	4 265	4,7	13 505	14,8	91 150	100,0	7 370	7,4	20 025	20,1	99670	100,0
Le Québec	109 940	6,8	324 100	19,9	1 628 240	100,0	157 775	9,5	410 935	24,8	1 653 945	100,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 7
Population âgée de 18 à 34 ans et plus selon le seuil de faible revenu et le territoire de CLSC,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)

	1991						1996					
	Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu		Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CLSC de Joliette	720	5,7	1 930	15,3	12 585	100,0	1 195	10,5	2 795	24,5	11 400	100,0
CLSC Lamater	1 320	5,0	3 405	12,9	26 460	100,0	1 855	7,3	4 475	17,5	25 540	100,0
CLSC D'Autray	485	6,0	1 190	14,8	8 030	100,0	750	9,1	1 785	21,6	8 250	100,0
CLSC Meilleur	1 205	4,8	2 830	11,2	25 300	100,0	1 530	6,6	3 620	15,6	23 270	100,0
CLSC Montcalm	360	4,5	1 095	13,8	7 945	100,0	705	8,4	1 795	21,3	8 415	100,0
CSSS de Matawinie	420	5,9	1 120	15,8	7 100	100,0	665	9,9	1 440	21,5	6 705	100,0
Lanaudière	4 510	5,2	11 570	13,2	87 420	100,0	6 700	8,0	15 910	19,0	83 580	100,0
Le Québec	145 495	7,8	361 140	19,4	1 860 765	100,0	203 445	11,9	443 020	25,8	1 715 645	100,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 8
Population âgée de 35 à 64 ans et plus selon le seuil de faible revenu le territoire de CLSC,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)

	Moins de 50 % du seuil de faible revenu		1991 Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu		Moins de 50 % du seuil de faible revenu		1996 Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CLSC de Joliette	1 005	5,2	2 975	15,3	19 400	100,0	1 615	7,4	4 230	19,4	21 855	100,0
CLSC Lamater	1 545	4,8	4 065	12,6	32 140	100,0	2 700	6,5	6 550	15,9	41 320	100,0
CLSC D'Autray	695	5,3	2 135	16,4	13 020	100,0	1 220	7,8	3 180	20,4	15 615	100,0
CLSC Meilleur	1 380	4,0	3 365	9,8	34 170	100,0	2 330	5,4	5 645	13,2	42 920	100,0
CLSC Montcalm	850	6,7	2 115	16,6	12 715	100,0	1 335	8,7	3 420	22,4	15 290	100,0
CSSS de Matawinie	875	6,5	2 475	18,3	13 540	100,0	1 445	8,7	3 945	23,7	16 665	100,0
Lanaudière	6 350	5,1	17 130	13,7	124 985	100,0	10 645	6,9	26 970	17,6	153 665	100,0
Le Québec	168 120	6,6	424 260	16,7	2 542 560	100,0	247 840	8,7	569 815	20,1	2 833 925	100,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 9
Population âgée de 65 ans et plus selon le seuil de faible revenu le territoire de CLSC,
Lanaudière et le Québec, 1991 et 1996 (N et %)

	1991						1996					
	Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu		Moins de 50 % du seuil de faible revenu		Sous le seuil de faible revenu		Total-Seuil de faible revenu	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CLSC de Joliette	25	0,5	1 200	25,3	4 740	100,0	65	1,2	1 255	22,6	5 560	100,0
CLSC Lamater	55	1,5	1 340	35,7	3 750	100,0	65	1,3	1 750	35,8	4 885	100,0
CLSC D'Autray	40	1,0	745	18,3	4 075	100,0	30	0,7	645	14,1	4 585	100,0
CLSC Meilleur	60	1,2	1 220	25,3	4 820	100,0	45	0,7	1 510	22,9	6 590	100,0
CLSC Montcalm	0	0,0	505	15,4	3 270	100,0	25	0,7	595	15,6	3 805	100,0
CSSS de Matawinie	65	1,5	745	17,2	4 325	100,0	65	1,2	740	13,2	5 615	100,0
Lanaudière	245	1,0	5 755	23,0	24 980	100,0	295	1,0	6 495	20,9	31 040	100,0
Le Québec	9 460	1,4	195 690	28,6	683 190	100,0	9 935	1,3	207 110	26,9	769 560	100,0

Sources : STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1991, tableau R14T0791, 2000.
STATISTIQUE CANADA. Tableau issu du géocodage produit par le MSSS, à partir des données du recensement canadien de 1996, tableau R14T0796, 2000.

Tableau 10
Taux de prestataires de l'assistance-emploi, Lanaudière et le Québec,
mars, selon la mise à jour de juin, 1997 à 2003 (en %)

Période d'aide	Lanaudière			Le Québec		
	Prestataires N	Population âgée de moins de 65 ans N	Taux (pour 100)	Prestataires N	Population âgée de moins de 65 ans N	Taux (pour 100)
1997	37 065	350 178	10,6	793 296	6 411 704	12,4
1998	33 409	353 233	9,5	725 664	6 413 309	11,3
1999	30 377	356 607	8,5	661 276	6 419 303	10,3
2000	27 002	357 786	7,5	602 991	6 428 520	9,4
2001	25 887	359 279	7,2	576 614	6 439 449	9,0
2002	25 204	361 186	7,0	560 783	6 451 874	8,7
2003	24 105	362 935	6,6	544 229	6 462 657	8,4

Sources : MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE. *Statistiques mensuelles sur les prestataires de la sécurité du revenu*, données pour la période de mars 1997 à mars 2003 (mises à jour de juin 1997 à juin 2003)

MARQUIS, G., ET É. CADIEUX. *Projections de la population selon le sexe et l'année d'âge. Région de Lanaudière et sous-régions. 1996 à 2021*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de la santé publique, septembre 2000.

Tableau 11
Nombre et taux de prestataires de l'assistance-emploi selon le territoire de CLSC, Lanaudière,
périodes d'aide de mars 1997 et mars 2003 (mises à jour de juin)

	1997			2003		
	Prestataires	Population âgée de	Taux	Prestataires	Population âgée de	Taux
	N	moins de 65 ans	(pour 100)	N	moins de 65 ans	(pour 100)
	N	N		N	N	
CLSC de Joliette	6 535	46 902	13,9	5 103	46 740	10,9
CLSC Lamater	7 252	101 723	7,1	3 656	110 224	3,3
CLSC D'Autray	5 297	35 190	15,1	3 648	36 054	10,1
CLSC Meilleur	6 296	96 975	6,5	3 566	99 149	3,6
CLSC Montcalm	5 972	34 879	17,1	3 830	35 489	10,8
CSSS de Matawinie	5 713	34 509	16,6	4 302	35 110	12,2
Lanaudière	37 065	350 178	10,6	24 105	362 935	6,6
Le Québec	793 296	6 411 704	12,4	544 229	6 462 657	8,4

Sources : MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE. *Statistiques mensuelles sur les prestataires de la sécurité du revenu*, données pour la période de mars 1997 à mars 2003 (mises à jour de juin 1997 et juin 2003)
MARQUIS, G., ET E. CADIEUX. *Projections de la population selon le sexe et l'année d'âge. Région de Lanaudière et sous-régions. 1996 à 2021*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de la santé publique, septembre 2000.

Tableau 12
Les types d'organismes répertoriés

Types d'organismes	MRC de D'Au-tray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Organisme communautaire reconnu par la Régie	7/16	11/20	3/12	8/21	7/18	5/12	41/99
Organisme communautaire non reconnu par la Régie	0	1/20	1/12	0	2/18	1/12	5/99
Organisme de charité	7/16	5/20	5/12	3/21	3/18	2/12	25/99
Établissement public du réseau sociosanitaire	0	0	1/12	2/21	1/18	0	4/99
Autres institutions publiques	2/16	2/20	2/12	7/21	5/18	3/12	21/99
Non précisé	0	1/20	0	1/21	0	1/12	3/99
Total	16/16	20/20	12/12	21/21	18/18	12/12	99/99

Tableau 13
Les autres mandats des organismes (autre la sécurité alimentaire), pour l'ensemble des ressources répertoriées

Les autres mandats	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Comptoir vestimentaire, vente de meubles	4/16	1/20	5/12	8/21	5/18	3/12	26/99
Enseignement	2/16	2/20	2/12	7/21	5/18	3/12	21/99
Accueil, assistance-accompagnement, (juridique, impôts, etc.), référence, etc.	0	2/20	2/12	1/21	3/18	2/12	10/99
Prévention (itinérance, etc.), réinsertion sociale, etc.	0	2/20	0	1/21	1/18	1/12	5/99
Maintien à domicile (transport, etc.), action bénévole pour personnes âgées, etc.	1/16	0	1/12	2/21	0	0	4/99
Aide vestimentaire ponctuelle	1/16	1/20	0	2/21	0	0	4/99
Évolution psychosociale, briser l'isolement, café-rencontre, etc.	0	0	0	1/21	1/18	2/12	4/99
Centres de femmes	1/16	0	0	1/21	1/18	0	3/99
Développement de liens d'entraide, aide à la famille, amitié, etc.	2/16	0	0	1/21	0	0	3/99
Formation	0	0	0	2/21	0	0	2/99
Prêts ou dons d'équipement	0	0	1/12	0	1/18	0	2/99
Stimulation précoce, suivi de parents, etc.	0	0	1/12	0	1/18	0	2/99
Suivi au niveau de la santé	0	0	1/12	1/21	0	0	2/99
Hébergement	0	2/20	0	0	0	0	2/99
Alphabétisation	0	0	0	0	1/18	0	1/99
Aucun	7/16	12/20	2/12	3/21	6/18	2/12	32/99

Tableau 14
Les types d'activités réalisées pour améliorer la sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire

Types d'activités	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Dépannage alimentaire	10/14	17/18	7/10	11/18	8/13	6/9	59/82
Cuisine collective	7/14	5/18	2/10	7/18	6/13	2/9	29/82
Préparation alimentaire pour vente ou distribution	5/14	2/18	2/10	0	4/13	1/9	14/82
Aide financière et bons d'achat de nourriture	0	1/18	1/10	3/18	0	2/9	7/82
Popote roulante	2/14	0	1/10	1/18	1/13	1/9	6/82
Distribution de lait ou collations dans les écoles ou maisons de jeunes	2/14	2/18	0	1/18	0	0	5/82
Groupe ou coopérative d'achat de nourriture	0	0	0	1/18	1/13	1/9	3/82
Jardin collectif ou communautaire	3/14	0	0	0	0	0	3/82
Épicerie coopérative	1/14	0	0	0	1/13	0	2/82
Éducation	0	0	1/10	0	1/13	0	2/82
Support technique pour organismes en sécurité alimentaire	0	0	0	1/18	0	1/9	2/82
Distribution de compléments alimentaires	0	0	1/10	0	0	1/9	2/82
Repas communautaires	1/14	0	0	0	0	0	1/82
Café-rencontres	1/14	0	0	0	0	0	1/82

Tableau 15
Les types activités réalisées pour améliorer la sécurité alimentaire par les ressources du secteur scolaire

		Distribution d'aliments (collations, déjeuners, lunchs, etc.)	Subvention à l'achat de repas	Club des petits déjeuners du Québec (volet distribution de repas et volet éducatif)
MRC de D'Autray	Écoles primaires	0	0	1
	Écoles secondaires	1	0	0
MRC de Joliette	Écoles primaires	1	0	0
	Écoles secondaires	1	0	0
MRC de L'Assomption	Écoles primaires	1	0	0
	Écoles secondaires	1	0	0
MRC de Matawinie	Écoles primaires	2	0	0
	Écoles secondaires	1	0	0
MRC de Montcalm	Écoles primaires	0	0	5
	Écoles secondaires	0	0	0
MRC des Moulins	Écoles primaires	1	0	1
	Écoles secondaires	0	1	0
Lanaudière	Écoles primaires	5/12	0	7/12
	Écoles secondaires	4/5	1/5	0

Tableau 16
Les activités en sécurité alimentaire qui sont les principales réalisées par les ressources du secteur scolaire

Types d'activités	
Cuisine collective	18/82
Dépannage alimentaire	8/82
Préparation alimentaire pour vente ou distribution	3/82
Popote roulante	2/82
Distribution de lait ou collations dans les écoles ou maisons de jeunes	2/82
Aide financière et bons d'achat de nourriture	2/82
Support technique pour organismes en sécurité alimentaire	1/82
Éducation	1/82

Tableau 17
Les activités en sécurité alimentaire qui sont les seules réalisées par les ressources hors du secteur scolaire

Types d'activités	
Dépannage alimentaire	30/82
Cuisine collective	9/82
Aide financière et bons d'achat de nourriture	3/82
Distribution de lait ou collations dans les écoles ou maisons de jeunes	1/82
Popote roulante	1/82

Tableau 18
Les types de clientèles visées par les activités en sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire

Types d'organismes	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Familles et individus	10/14	14/18	7/10	15/18	12/13	6/9	64/82
Familles seulement	2/14	2/18	2/10	2/18	1/13	2/9	11/82
Individus seulement	2/14	2/18	1/10	0	0	1/9	6/82
Non précisé	0		0	1/18	0	0	1/82

Tableau 19
Les catégories d'âges visées par les activités en sécurité alimentaire
par les ressources hors du secteur scolaire qui visent des individus

Types de clientèles	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Enfants (0 à 12 ans)	4/14	13/18	0	10/18	3/13	2/9	22/70
Adolescents (13 à 17 ans)	5/14	6/18	0	10/18	4/13	3/9	28/70
Adultes (18 à 64 ans)	9/14	12/18	8/10	13/18	11/13	6/9	59/70
Personnes âgées (65 ans et plus)	8/14	9/18	6/10	12/18	7/13	3/9	45/70

Tableau 20
Les personnes rejointes¹ par les activités en sécurité alimentaire par les ressources hors du secteur scolaire

Personnes rejointes	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Nombre de ménages	10 à 200 par an, selon les ressources	23 à 55 200 par an, selon les ressources	20 à 300 par an, selon les ressources	20 à 2 071 par an, selon les ressources	2 à 2 000 par an, selon les ressources	60 à 1 060 par an, selon les ressources	2 à 55 200 par an, selon les ressources
Nombre de personnes	38 à 700 par an, selon les ressources	4 à 168 000 par an, selon les ressources	30 à 1 000 par an, selon les ressources	100 à 48 090 par an, selon les ressources	100 à 4 000 par an, selon les ressources	100 à 4 000 par an, selon les ressources	4 à 168 000 par an, selon les ressources
Nombre de services ²	400 à 20 075 par an, selon les ressources	4 500 par an, pour une ressources	0	1 200 à 8 000 par an, selon les ressources	1 420 à 22 800 par an, selon les ressources	1 420 à 22 800 par an, selon les ressources	400 à 20 075 par an, selon les ressources
Proportion de femmes ou de filles	50 % à 100 %, selon les ressources	0 % à 100 %, selon les ressources	50 % à 100 %, selon les ressources	45 % à 100 %, selon les ressources	50 % à 100 %, selon les ressources	60 % à 100 %, selon les ressources	0 % à 100 %, selon les ressources

1. Étant donné la diversité des types d'activités réalisées, des types de services offerts et des types de données recueillies par les ressources sur les personnes qui bénéficient de leurs services et activités, ce tableau ne présente pas des informations véritablement comparatives. Ainsi, ce ne sont pas toutes les ressources répertoriées dans cette étude qui enregistrent à la fois un « nombre de ménages » rejoints, un « nombre de personne » rejoints, un « nombre de services » offerts ou la « proportion de femmes ou de filles » rejoints. Les données de ce tableau sont donc fournies à titre indicatif seulement.
2. Cette information concerne exclusivement les ressources qui distribuent des repas ou des denrées alimentaires et enregistrent leurs données en comptabilisant le « nombre de services » offerts.

Tableau 21
Les territoires desservis par les activités en sécurité alimentaire, par les ressources hors du secteur scolaire

Types de territoires	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Une municipalité	5/14	6/18	2/10	6/18	9/13	1/9	27/82
Plusieurs municipalités	7/14	5/18	2/10	8/18	1/13	1/9	24/82
Toute la MRC	0	2/18	3/10	1/18	5/13	3/9	14/82
Toute la région de Lanaudière	1/14	5/18	1/10	0	0	1/9	8/82
Un quartier ou une paroisse	1/14	0	2/10	2/18	0	2/9	7/82
Plusieurs paroisses	0	0	0	0	0	1/9	1/82
Plusieurs MRC	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 22
Les types d'approches en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Types d'approches	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Conventionnelle	5/14	12/18	7/10	9/18	7/13	5/9	45/82
Alternative	9/14	4/18	2/10	8/18	4/13	3/9	30/82
Conventionnelle et alternative	0	2/18	1/10	1/18	2/13	1/9	7/82

Tableau 23
Les types d'approches en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire

Types d'approches	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Conventionnelle	1/2	1/2	1/2	1/3	0	1/3	5/17
Alternative	0	1/2	0	0	0	0	1/17
Conventionnelle et alternative	1/2	0	1/2	1/3	5/5	2/3	10/17
Non précisé	0	0	0	1/3	0	0	1/17

Tableau 24

Le niveau de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Niveau de financement	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
0 \$ à 4 999 \$	6/14	6/18	2/10	8/18	7/13	3/9	32/82
5 000 \$ à 9 999 \$	2/14	5/18	0	3/18	1/13	1/9	11/82
10 000 \$ à 14 999 \$	1/14	1/18	2/10	1/18	1/13	0	6/82
15 000 \$ à 24 999 \$	3/14	0	1/10	2/18	3/13	2/9	11/82
25 000 \$ à 34 999 \$	1/14	0	1/10	1/18	0	0	3/82
35 000 \$ et plus	1/14	4/18	2/10	0	1/13	2/9	10/82
Non précisé	0	2/18	2/10	4/18	0	1/9	9/82

Tableau 25

Le niveau de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire

Niveau de financement	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
0 \$ à 4 999 \$	0	0	0	1/3	0	1/3	2/17
5 000 \$ à 9 999 \$	0	1/2	0	0	0	0	1/17
10 000 \$ à 14 999 \$	0	0	0	0	0	0	0
15 000 \$ à 24 999 \$	1/2	0	0	0	5/5	1/3	7/17
25 000 \$ à 34 999 \$	0	0	0	0	0	0	0
35 000 \$ et plus	1/2	0	0	1/3	0	0	2/17
Non précisé	0	1/2	2/2	1/3	0	1/3	5/17

Tableau 26
Les sources de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Source de financement	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Communauté (dons, levées de fonds, soirées bénéfice, etc.)	4/14	10/18	6/10	7/18	4/13	4/9	35/82
Centraide	6/14	8/18	1/10	8/18	3/13	4/9	30/82
Comptoir vestimentaire, vente de meubles, etc.	3/14	1/18	5/10	5/18	8/13	1/9	23/82
Régie régionale (SOC, etc.)	5/14	5/18	0	3/18	5/13	1/9	19/82
Participation des usagers	6/14	6/18	2/10	5/18	2/13	0	21/82
Gouvernement (subvention, SACA, etc.)	1/14	5/18	2/10	4/18	3/13	1/9	16/82
Guignolée	3/14	2/18	3/10	1/18	3/13	2/9	14/82
Clubs sociaux	0	4/18	3/10	1/18	0	2/9	10/82
Caisse populaire	4/14	3/18	1/10	2/18	0	0	10/82
Municipalité et pompiers	0	2/18	3/10	0	0	2/9	7/82
Députés	0	1/18	2/10	0	2/13	1/9	6/82
Communautés religieuses, église, etc.	4/14	2/18	0	0	0	0	6/82
Entreprises et commerces	2/14	2/18	1/10	0	1/13	0	6/82
Parti politique	0	0	0	1/18	0	1/9	2/82
Organisme communautaire	0	1/18	0	0	0	0	1/82
CLSC	0	0	1/10	0	0	0	1/82
St-Vincent-de-Paul	0	0	1/10	0	0	0	1/82
Commission scolaire	0	1/18	0	0	0	0	1/82
Aucune source	0	0	0	1/18	0	0	1/82
Plusieurs sources	10/14	16/18	9/10	9/18	11/13	7/9	62/82

Tableau 27
Les sources de financement des activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire

Source de financement	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Communauté (dons, levées de fonds, soirées bénéfice, etc.)	0	0	2/2	2/3	0	2/3	6/17
Participation des usagers	0	0	0	0	0	2/3	2/17
St-Vincent-de-Paul	0	1/2	0	0	0	0	1/17
Club des petits déjeuners du Québec	1/2	0	0	0	5/5	1/3	7/17
MÉQ et MESS	1/2	1/2	0	1/3	0	0	3/17
Plusieurs sources	0	0	0	1/3	0	2/3	3/17

Tableau 28
Les partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Les partenaires	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Entreprises, épiceries, commerçants	5/14	2/18	6/10	6/18	3/13	1/9	23/82
Moisson Lanaudière et Moisson Basses Laurentides	3/14	8/18	4/10	1/18	3/13	1/9	20/82
Organismes communautaires	0	5/18	0	5/18	4/13	0	14/82
Communautés religieuses et église	0	4/18	1/10	4/18	0	0	9/82
Municipalités et cols bleus	4/14	1/18	1/10	0	0	1/9	7/82
Clubs sociaux	1/14	3/18	1/10	0	0	1/9	7/82
Bénévoles	2/14	2/18	0	0	1/13	0	5/82
St-Vincent-de-Paul	0	1/18	3/10	0	0	0	4/82
Agriculteurs	2/14	0	1/10	0	1/13	0	4/82
CLSC	0	0	1/10	1/18	1/13	0	3/82
Organismes de charité, fondations	1/14	0	1/10	0	0	0	2/82
Écoles, commission scolaire	1/14	1/18	0	0	0	0	2/82
Caisse populaire	0	0	0	1/18	0	1/9	2/82
Centraide	0	1/18	0	0	0	0	1/82
Aucun	0	0	0	2/18	0	0	2/82

Tableau 29
Les partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire

Les partenaires	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Entreprises, épiceries, commerçants	0	0	1/2	0	0	1/3	2/17
Moisson Lanaudière et Moisson Basses Laurentides	0	0	1/2	0	0	0	1/17
Organismes communautaires	0	0	1/2	1/3	0	1/3	3/17
Clubs sociaux	0	1/2	1/2	1/3	0	1/3	4/17
Bénévoles et parents	0	0	1/2	0	0	0	1/17
St-Vincent-de-Paul	0	1/2	0	0	0	0	1/17
Caisse populaire	0	0	1/2	0	0	0	1/17
Non précisé*	2/2	1/2	0	2/3	5/5	1/3	11/17

* Pour les ressources membres du Club des petits déjeuners du Québec, la coordonnatrice à la qualité des services du bureau central a mentionné que les coordonnateurs régionaux participent à des comités régionaux composés de représentants de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire. Toutefois, aucune précision n'a été obtenue en ce qui concerne les éventuels partenaires propres à chaque groupe local. Ces sept groupes locaux ne sont donc pas intégrés à ce tableau. De même, les répondants des trois écoles secondaires qui ont obtenu leur financement par le biais d'une subvention du MESS et du MÉQ n'ont mentionné aucun partenaire.

Tableau 30
Le nombre de partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Nombre de partenaires	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Aucun	6/14	4/18	1/10	7/18	4/13	7/9	29/82
Un seul	2/14	5/18	3/10	4/18	2/13	1/9	17/82
Plus d'un	6/14	9/18	6/10	7/18	7/13	1/9	36/82

Tableau 31

Le nombre de partenaires dans les activités en sécurité alimentaire, pour les ressources du secteur scolaire

Nombre de partenaires	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Aucun	0	0	1/2	1/3	0	0	2/17
Non précisé*	2/2	1/2	0	2/3	5/5	1/3	11/17
Un seul	0	0	0	0	0	1/3	1/17
Plus d'un	0	1/2	1/2	1/3	0	1/3	4/17

* Pour les ressources membres du Club des petits déjeuners du Québec, la coordonnatrice à la qualité des services du bureau central a mentionné que les coordonnateurs régionaux participent à des comités régionaux composés de représentants de médias, de gens du milieu professionnel, de commissions scolaires ou de représentants du milieu communautaire. Toutefois, aucune précision n'a été obtenue en ce qui concerne les éventuels partenaires propres à chaque groupe local. Ces sept groupes locaux ne sont donc pas intégrés à ce tableau. De même, les répondants des trois écoles secondaires qui ont obtenu leur financement par le biais d'une subvention du MESS et du MÊQ n'ont mentionné aucun partenaire.

Tableau 32

La perception de l'implication dans le développement social, pour les ressources hors du secteur scolaire

Niveau d'implication perçu	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Important	14/14	14/18	8/10	14/18	11/13	9/9	70/82
Moyen	0	2/18	1/10	2/18	0	0	5/82
Faible	0	1/18	0	0	2/13	0	3/82
Nul	0	0	1/10	1/18	0	0	2/82
Ne sait pas	0	1/18	0	1/18	0	0	2/82

Tableau 33

La perception de l'implication dans le développement social, pour les ressources du secteur scolaire

Niveau d'implication perçu	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Important	2/2	1/2	1/2	2/3	5/5	3/3	14/17
Moyen	0	1/2	0	1/3	0	0	2/17
Faible	0	0	1/2	0	0	0	1/17
Nul	0	0	0	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 34

La perception de l'implication dans la concertation communautaire, pour les ressources hors du secteur scolaire

Niveau d'implication perçu	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Important	8/14	8/18	7/10	11/18	7/13	5/9	46/82
Moyen	3/14	5/18	1/10	3/18	3/13	3/9	18/82
Faible	0	2/18	1/10	1/18	1/13	0	5/82
Nul	3/14	1/18	1/10	1/18	2/13	1/9	9/82
Ne sait pas	0	0	0	2/18	0	0	2/82

Tableau 35

La perception de l'implication dans la concertation communautaire, pour les ressources du secteur scolaire

Niveau d'implication perçu	MRC de D'Autray	MRC de Joliette	MRC de L'Assomption	MRC de Matawinie	MRC de Montcalm	MRC des Moulins	Lanaudière
Important	1/2	1/2	1/2	3/3	0	2/3	8/17
Moyen	0	0	0	0	0	0	0
Faible	0	1/2	1/2	0	0	0	2/17
Nul	0	0	0	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0	0	0	0
Non précisé	1/2	0	0	0	5/5	1/3	7/17